

#51

prix 1,50 euro | 55^e année | janvier-février 2011

BELGIE-BELGIQUE
P.B. 1/9352
BUREAU DE DÉPÔT
BRUXELLES 7
JAN-FÉV 2011

la gauche

comprendre le monde pour le changer

Contre la dictature des marchés:

RESISTANCE!



- 3 **Edito** *par Daniel Tanuro*
- 4 **Accord interprofessionnel: le patronat prépare un nouveau recul social** *par Guy Van Sinoy*
- 5 **Les intérêts notionnels, fossoyeurs de l'emploi** *par Egidio Di Panfilo*
- 6 **Procès KB Lux : en quoi est-ce une justice de classe?** *par David Maertens*
- 7 **intercommunales publiques à la sauce privée!** *par Jean Peltier*
- 9 **WikiLeaks contre la diplomatie du secret** *par Mauro Gasparini*
- 12 **La décision majeure de Cancun** *par Daniel Tanuro*
- 14 **La crise irlandaise** *par Eric Toussaint*
- 16 **Sans-papiers: les occupations se multiplient à Bruxelles** *par Pauline Baudour*
- 17 **La régularisation des sans-papiers, un combat humain** *interview de France Arets*
- 20 **La grève du siècle 60-61 : tirer les leçons pour les batailles à venir** *par Ataulfo Riera*
- 21 **Retour sur la grève générale** *par Guy Van Sinoy*
- 23 **Tunisie : déclaration de LCR**
- 24 **Une Europe en crise, une extrême droite en regain** *par Miguel Urbán Crespo*
- 28 **50 ans après l'assassinat de patrice Lumumba: vérité, justice et réparation pour le peuple congolais!**

cover

photomontage: Little Shiva



Ont collaboré à ce numéro: Ataulfo Riera, Bruno De Wit, Cecil Massot, Chris Den Hond, Daniel Tanuro, David Maertens, Eddy Decreton, Egidio Di Panfilo, Eric Toussaint, Filip De Bodt, France Arets, Francine Dekoninck, Guy Van Sinoy, Jacob Schäfer, Jean Peltier, Jean-Claude Vannieuwenhuyze, Jef Van Der Elst, Little Shiva, Marijke Colle, Ludo De Brabander, Mauro Gasparini, Michèle Marteaux, Miguel Urban Crespo, Pauline Baudour, Sierp van Wouden, Stéphanie Staësse, Thierry Pierret, Thomas Weyts

La Gauche est le journal bi-mestriel de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), section belge de la Quatrième Internationale.

Les articles signés n'engagent pas forcément la rédaction.

*Adresse et contact: 20, rue Plantin
1070 Bruxelles, info@lcr-lagauche.be*

*Tarifs et abonnements:
1,5 € par numéro; 8 € par an
étranger: 18 € par an*

*A verser sur le n° de compte
de la Formation Léon Lesoil
20 rue Plantin, 1070 Bruxelles
n° 001-0728451-57*

*IBAN BE09 0010 7284 5157
BIC BNP Paribas Fortis: GEBABEBB
mention "La Gauche"*

**La Gauche est éditée
par la Formation Léon Lesoil
e.r. A.Riera**



Stratégie du choc à la belge

✦ par Daniel Tanuro

Dans son ouvrage *Stratégie du choc*, la militante altermondialiste canadienne Naomi Klein montre avec brio comment le modèle néolibéral a été imposé par une série de chocs qui ont permis de contourner la démocratie parlementaire bourgeoise, tout en prenant les mouvements sociaux par surprise. Certains chocs ont pris des formes extrêmement brutales, comme les dictatures qui se sont succédées en Amérique latine à partir du coup d'Etat de Pinochet au Chili, en 1973. Dans le cas des "tigres asiatiques" (Corée du Sud, Philippines...), le scénario a été plus soft: des mouvements de panique boursière ont permis au Fonds Monétaire International de dicter son programme néolibéral à des sociétés qui n'en voulaient pas.

On peut craindre qu'une stratégie de ce genre soit appliquée en Belgique. On voit se multiplier les avertissements: si la Belgique ne prend pas rapidement des mesures d'austérité pour boucher le trou de 25 milliards creusé par le sauvetage des banques, les agences de notation considéreront que notre pays n'est plus un emprunteur fiable, et "les marchés" imposeront des taux plus élevés. "La dette de la Belgique est aussi risquée que celle de l'Italie", titrait récemment l'Echo. Certains agitent les spectres de l'Irlande et de la Grèce, que "les marchés" contraignent à payer des taux prohibitifs... en détruisant les acquis sociaux. La classe dominante a ainsi deux fers au feu: soit un gouvernement est enfin constitué qui lance sans tarder une violente offensive contre la sécurité sociale, le secteur public et les revenus des salarié-e-s (dans le cadre d'un transfert accru de compétences aux régions), soit le chantage des marchés force la mise sur pied d'un gouvernement d'urgence aux priorités socio-économiques.

La crise de régime favorise une "stratégie du choc" à la belge. Le désarroi de la population est total. Personne n'y comprend plus rien. Voter semble n'avoir plus de sens. Cette situation donne des

idées aux partisans d'un hold-up contre les acquis sociaux. Ces forces sont certes divisées sur le communautaire, mais une poussée spéculative pourrait les rassembler pour une "guerre éclair" contre le monde du travail, et une

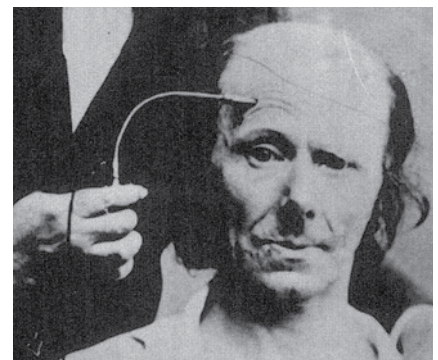
ont grand tort d'attendre la formation d'un gouvernement auquel ils remettront leur memorandum... Cette démarche routinière est totalement inappropriée face à la stratégie du choc qui risque d'émerger soudainement du chaos actuel. Il faut au contraire préparer les troupes au combat, par une Opération Vérité portant



victoire sur ce plan les aiderait à trouver un accord communautaire par la suite. La "révolution copernicienne" de Bart De Wever – une combinaison de nationalisme et d'ultra-libéralisme – peut emprunter divers chemins. L'essentiel est que la NV-A est en train de créer un climat de confusion au sein duquel les projets capitalistes les plus agressifs pourraient se concrétiser, et pas seulement en Flandre. Les déclarations au Soir du patron de la chaîne Mestdagh en attestent: "Je préfère un accord défavorable aux francophones que le blocage actuel. Cela forcerait au moins les Wallons à se bouger. A parler des sujets tabous comme le contrôle des chômeurs, le niveau des allocations de chômage, le travail au noir..." L'ingérence du roi sur la scène politique constitue une autre menace dans ce cadre.

Convertie au néolibéralisme, la social-démocratie ne songe qu'à rester au pouvoir. Dans cette situation, les syndicats

notamment sur les causes de l'endettement. "Les marchés seront impitoyables" avertissait récemment Albert Frère. En effet. Ils seront impitoyables parce qu'ils ne sont rien d'autre que l'alliance de patrons qui, à l'instar de Frère, salivent à l'idée de piller la collectivité en mettant le grappin sur le secteur public et de payer encore moins d'impôts ou de cotisations sociales. Face à ces sangsues impitoyables, le mouvement ouvrier n'a d'autre solution que de préparer la résistance la plus opiniâtre. ■



Accord interprofessionnel

Le patronat prépare un nouveau recul social

✦ par Guy Van Sinoy

Les négociations pour l'accord interprofessionnel 2011-2012 qui doivent porter principalement sur les salaires, l'harmonisation des statuts ouvrier/employé et la prolongation des conventions sur les prépensions spéciales concernent tous les travailleurs du secteur privé. Elles piétinent, ont été gelées en décembre dernier et devraient normalement reprendre en janvier. L'incertitude sur la formation éventuelle d'un prochain gouvernement pèse évidemment sur le calendrier des négociations.

Salaires

L'accord interprofessionnel précédent (2009-2010) a permis une "hausse" moyenne des salaires de 3,9%, dont 3% d'indexation. La hausse des salaires a donc été très minime (0,9%). Les militants syndicaux attendent donc un accord interprofessionnel meilleur en matière d'augmentation salariale. Sur base du rapport du Conseil central de l'économie qui prévoit une hausse des coûts salariaux de 5% dans les trois pays voisins, les organisations syndicales ont avancé une revendication de hausse salariale de 5%, dont 3,9% pour l'indexation, ce qui ne laisserait que 1,1% d'augmentation véritable. Passer de 0,9% en 2009-2010 à 1,1% en 2011-2012, on ne peut vraiment pas dire ce soit le Pérou!

Mais le patronat refuse! Il ne veut pas aller au-delà de 3,9%. Autrement dit, cela signifie un blocage des salaires. De plus, comme il sait qu'une attaque frontale de l'indexation des salaires déclencherait une farouche résistance de la part des travailleurs, le patronat suggère de retirer de l'index une série de produits dont le prix augmente fort, tel que les produits pétroliers par exemple. Ce qui reviendrait à vider progressivement l'index de sa substance. Les organisations syndicales ont bien entendu refusé.

Statut ouvrier/employé

La lutte des travailleurs de Brinks contre la tentative de la direction de leur entreprise de les faire passer du statut employé au statut ouvrier a braqué les feux de l'actualité sur cette problématique. Le statut ouvrier prévoit notamment en cas de licenciement un préavis de 4 semaines pour une ancienneté de moins de 20 ans dans l'entreprise. La durée du préavis pour les employés en cas de licenciement



est de 3 mois par tranche de 5 années d'ancienneté. Dans le contexte de la crise capitaliste, on comprend que l'alignement de la durée de préavis des ouvriers sur celui des employés représenterait un bouclier social important.

Sur ce dossier, le patronat oppose une résistance absolue. Il verrait même plutôt un alignement des statuts par le bas en raccourcissant la durée de préavis des employés. Concrètement, les organisations patronales proposent une durée maximale de préavis pour tous les travailleurs, quel que soit leur statut, de 8 semaines, dont 4 semaines prestées et 4 semaines non prestées mais... payées net et sans cotisations sociales!

C'est évidemment imbuvable. Même si un doublement de la durée du préavis pour les ouvriers représenterait une petite avancée sociale, il est inacceptable de déshabiller

Pierre pour rhabiller Paul et de susciter la division entre employés et ouvriers.

Prépensions, liaison des allocations sociales au bien-être

Les employeurs conditionnent une signature éventuelle de la prolongation des conventions sur les prépensions spéciales (travaux lourds, ou en équipe) à une évaluation en 2011 du résultat des mesures du Pacte des générations.

Quant à la liaison des allocations sociales au bien-être, elles ne concernent pas directement l'accord interprofessionnel dans la mesure où elles sont payées par les caisses de sécurité sociale. Mais pour améliorer le montant de ces allocations, il faut pouvoir les financer par des cotisations sociales. Il faudrait une enveloppe supplémentaire de quelque 500 millions d'euros. Inutile de préciser que le patronat ne manifeste pas à grand enthousiasme en ce qui concerne ce dernier volet. D'autant plus que la situation budgétaire est critique et qu'il y aura un trou de quelque 25 milliards d'euros à combler dans les caisses de l'Etat!

Vers un recul social colossal ou vers une lutte sociale d'envergure?

Le programme d'austérité qui sera concocté par le futur gouvernement sabrera sans doute dans les dépenses publiques et s'en prendra vraisemblablement aux revenus des travailleurs du secteur public (pensions, traitements, ...). Au vu de l'avancement des négociations de l'accord interprofessionnel, il faut probablement s'attendre à un résultat quasi nul en matière d'avancée sociale pour les employés et les ouvriers du privé. Autrement dit, les matériaux inflammables pour une prochaine explosion sociale s'accumulent. Mais pour que la lutte s'engage, les organisations syndicales ne peuvent pas se limiter à une stratégie de négociation autour du tapis vert de la concertation. ■

Les intérêts notionnels, fossoyeurs de l'emploi

✦ par Egidio Di Panfilo

La Belgique est un paradis fiscal. La disposition des "intérêts notionnels" permet à des sociétés extérieures à la Belgique, au travers de la création des filiales belges, d'éviter de payer des impôts sur les bénéfices dans leurs pays. Le 29 septembre La Libre Belgique révélait qu'ArcelorMittal en Belgique, tout en réalisant un profit de 1,3 milliards d'euros, n'avait payé que 500 euros d'impôt en 2009. Avec de tels chiffres, on est très loin de la "rage taxatoire" si souvent dénoncée par les organisations patronales et leurs relais politiques que sont les partis libéraux. Le taux d'imposition de la multinationale de l'acier est donc de 0,00038 %. Bien loin du taux nominal de l'impôt des sociétés fixé en Belgique à 33,99 %. Et encore, ne parle-t-on ici que de la filiale financière belge. Car La Libre Belgique continuait ses révélations le 8 octobre en démontrant comment sept autres filiales belges du groupe arrivaient à ne rien payer du tout.

La Belgique: un paradis fiscal

Ces deux articles ont souligné ce que nous dénonçons depuis leur création: le système des intérêts notionnels contribue scandaleusement à faire de la Belgique un luxueux paradis fiscal. Des révélations parues durant l'été dans L'Echo puis dans Le Vif-L'Express allaient d'ailleurs dans ce sens. Ces articles montraient, en effet, que plusieurs filiales belges de grosses multinationales recevaient d'importantes injections de fonds destinées à optimiser leurs bases taxables afin de pouvoir augmenter leurs déductions fiscales. Et, ils enfonçaient le clou en démontrant qu'il s'agissait d'opérations purement financières et que les énormes masses d'argent investies dans les filiales belges ne créaient de l'emploi que symboliquement. Ainsi Auchan qui augmente son capital de 2,6 milliards d'euros et engage royalement... une quinzaine de personnes!

Créé en 2005, le système des intérêts notionnels fut clairement inventé pour sauver celui des centres de coordination,

condamné par l'Europe. Le nouveau système, assez ingénieux et original, permet aux sociétés de déduire un intérêt fictif calculé sur leurs fonds propres, soit ce qui est généralement appelé, on ne sait trop pourquoi, le "capital à risque". En effet, on voit mal où se situe le moindre risque dans l'injection d'argent ayant pour unique but de ne pas le voir être taxé!

Oasis fiscaux et déserts sociaux

Il faut dire que des 371 millions d'euros annoncés il y a cinq ans, la mesure coûte à l'État près de 5 milliards aujourd'hui, soit près de 14 fois plus! Après la DLU, ce système d'amnistie généralisé pour les voleurs fiscaux, nous nous trouvons devant une deuxième erreur de calcul non négligeable d'un ministre des finances qui, en dix ans d'activité, aura réussi (si l'on ajoute la suppression de plafonds fiscaux, le sauvetage quasi inconditionnel des banques et la vente-location des biens immobiliers de l'État) à appauvrir les finances de l'État dans des proportions astronomiques. Toutes ces mesures politiques, prises par un ministre chantre du libéralisme à outrance, ont les mêmes conséquences que les intérêts notionnels: non pas créer de l'emploi comme d'aucuns le prétendent fallacieusement, mais permettre aux plus riches d'éviter l'impôt et d'être ainsi dispensés de participer à la redistribution des richesses nécessaires pour garantir une société moderne. Car ces milliards d'euros qui échappent à la collectivité, ce sont ceux qui manquent aujourd'hui pour financer les soins de santé, pour relever les pensions minimales, pour assurer et développer les transports publics... et même pour investir dans des mesures favorables à l'installation d'activités économiques réellement créatrices d'emplois. Il est donc temps de changer notre fusil d'épaule et de supprimer des mécanismes aussi nuisibles à la collectivité que celui des intérêts notionnels.

Le but réel des intérêts notionnels n'est pas la création d'emploi. L'intention politique et idéologique est ailleurs. Bruno Colmant, son très médiatique inventeur, l'a d'ailleurs

reconnu en septembre dans Trends-Tendances terminant ainsi sa chronique: "Notre pays pourrait se rapprocher d'un statut de zone franche, c'est-à-dire une géographie bénéficiant d'avantages fiscaux, en baissant l'impôt des sociétés pour certains secteurs. Une régionalisation de l'impôt des sociétés pourrait d'ailleurs en être le corollaire". L'ancien directeur de la Bourse de Bruxelles, mais également ancien chef de cabinet de Didier Reynders, est connu pour ses positions de défenseur d'un capitalisme très peu contrôlé. Il



démontre par cette conclusion le lien entre les discussions institutionnelles actuelles et les dossiers socio-économiques. Il éclaire les convergences d'intérêts entre les nationalistes de la NVA et les fossoyeurs libéraux en tête, d'un État doté d'un service public performant. Le monde du travail n'a rien à gagner dans une aventure institutionnelle dont certains annoncent déjà qu'elle leur permettra de faire de nos régions des oasis fiscales pour le capitalisme financier et des déserts sociaux pour les travailleurs. ■

Egidio Di Panfilo est secrétaire général du SETCa-Liège.

Procès KB Lux

En quoi est-ce une justice de classe?

✦ par David Maertens

Vendredi 10 décembre 2010, la cour d'appel de Bruxelles a décidé d'abandonner les poursuites contre les anciens dirigeants de la banque KB-Lux, accusés d'une fraude gigantesque, car les pièces du dossier ont été jugées irrecevables. En quoi peut-on dire que ce jugement est à la fois exemplaire mais que c'est aussi une illustration de la justice de classe ?

Nombreuses irrégularités dans la menée de l'enquête

L'utilisation de documents obtenus en violation du secret professionnel et, si l'on veut, pire encore: par le vol et la délation; la falsification de procès-verbaux ou de leur date; la disparition, la dissimulation, l'adjonction arbitraires de procès-verbaux; l'organisation de fausses perquisitions entièrement mises en scène pour tromper la justice sur l'origine des documents; l'intimidation d'un témoin de l'une d'entre elles pour l'empêcher de révéler le pot aux roses: la description d'une enquête judiciaire dans l'Espagne de Franco? Dans la Russie stalinienne de l'époque des procès de Moscou? Non, si l'on en croit le jugement du tribunal de première instance de Bruxelles et l'arrêt de confirmation par la cour d'appel du 10 décembre 2010, ces pratiques sont celles des enquêteurs dans l'affaire de la KB-Lux, la filiale luxembourgeoise de la KBC, la Kredietbank à l'époque. Et la cour d'appel de conclure à l'irrecevabilité des moyens de preuve.

En première instance déjà, le juge était arrivé aux mêmes conclusions qui ne sont pas loin du constat suivant: la façon dont les enquêteurs, le juge d'instruction et le parquet ont fonctionné dans cette affaire équivaut à ce qu'on n'aurait pas hésité à qualifier d'association de malfaiteurs si les acteurs étaient moins protégés: association de malfaiteurs pour blanchiment de moyens de preuve. La conclusion de l'arrêt



est cinglante: dès le début l'enquête a été menée de façon déloyale. A un point tel que les droits de la défense ont été violés et qu'un procès équitable n'est plus possible.

Pour tout observateur régulier de la justice pénale, quel arrêt rafraîchissant, enthousiasmant! On en voudrait plus des décisions de ce type. Voilà une justice vraiment courageuse, indépendante, soucieuse des droits de la défense et des libertés fondamentales. Voilà une justice à contre-courant. Quelle révolution!

L'appareil judiciaire n'est pas au-dessus des lois

Mais l'observateur régulier de la justice pénale ne peut s'arrêter là. Il ne pourra vraiment se réjouir d'une justice respectueuse de la régularité de ses procédures et de ses enquêtes – et donc des justiciables en face d'elle – que lorsqu'une

telle approche sera généralisée et qu'elle ne servira pas seulement à mettre hors d'atteinte des poursuites les criminels en col blanc. Car l'affaire de la KB-Lux, c'est une nouvelle démonstration d'une criminalité organisée au plus haut niveau du monde financier et bancaire : comment des banques élaborent des constructions permettant à leurs clients fortunés et aux entreprises de frauder le fisc. Rien que dans cette affaire, on estime à 400 millions d'euros le montant soustrait à l'impôt. Les quatorze inculpés – cinq (anciens) cadres de la Kredietbank, six (anciens) cadres de KB-Lux et trois clients – sont inculpés de faux en écriture, d'usage de faux, d'association de malfaiteurs et de fraude fiscale. Les faits semblent établis puisque d'autres mis en cause les ont reconnus et ont accepté des transactions pour éviter les poursuites.

Si toute l'enquête, qui a duré quatorze ans, débouche sur un flop magistral – et proprement révoltant – elle ne peut que s'en prendre à elle-même. Il faut le répéter. Les pratiques illégales des criminels ne justifient pas les pratiques illégales du pouvoir. Si le pouvoir est au-dessus des lois, et tout particulièrement le pouvoir judiciaire et le système pénal, on ouvre la porte à l'arbitraire, l'abus de pouvoir et finalement la dictature. Et on lui enlève toute légitimité. On sait bien que telle la prison, le système pénal est trop souvent un monde sans droit(s). Tout habitué du système pénal en fait l'expérience chaque jour.

Dans un Etat qui se proclame un Etat de droit, le respect des règles de procédure est une garantie contre l'abus de pouvoir et l'arbitraire. Il n'est pas inutile de rappeler l'un des rôles historiques de la codification du droit pénal : après la révolution française, le premier code pénal avait aussi pour but de protéger le citoyen contre l'Etat, contre les pratiques de la monarchie absolue et autres régimes féodaux. Alors oui, c'est éminemment choquant quand le respect du principe de la légalité des poursuites aboutit au blanchiment de cyniques fraudeurs fortunés. Il ne faudrait pas pour autant se tromper de combat.

Une justice sélective

L'indignation ne porte pas sur l'application de ce principe mais sur son application sélective. Au quotidien, il est particulièrement choquant de voir de nombreux "petits délinquants" maltraités par une justice à la chaîne bien moins soucieuse de leurs droits. Les principes aboutissant à l'irrecevabilité des moyens de preuve dans l'affaire KB-Lux sont justes et correspondent à ce que l'on souhaite attendre d'une justice progressiste. S'il y a justice de classe, ce n'est pas du fait de ces principes, mais du fait de leur application inégalitaire. S'il y a justice de classe, c'est parce que la politique criminelle revendique la tolérance zéro pour la petite délinquance de rue et les incivilités tout en s'abstenant d'investir dans les moyens légaux de contrer la délinquance financière et économique. S'il y a justice de classe, c'est parce que le "petit délinquant" fait l'objet d'une surveillance tatillonne alors que le secret bancaire protège les criminels en col blanc de tout regard indiscret. La justice de classe est à abattre. Pas la justice. ■

ALG- TECTEO Liège

Au menu: intercommunales publiques à la sauce privée!

✦ par Jean Peltier

Depuis octobre, le personnel de l'Association liégeoise du Gaz (ALG), l'intercommunale liégeoise chargée de la distribution du gaz, est entré en action contre un projet de fusion – qui est en fait une absorption de l'ALG – avec le groupe Tecteo. Cette absorption fait planer la menace d'une remise en cause du statut, des salaires et des conditions de travail du personnel de l'ALG, mais aussi des revenus que tirent de nombreuses communes de leur participation à cette intercommunale. Mais elle montre aussi comment la libéralisation de l'énergie a conduit des intercommunales à se transformer et à se comporter de plus en plus comme des groupes privés – avec la bénédiction du PS.

Les conditions et les effets de cette fusion restent aujourd'hui très brumeux et donc très inquiétants. C'est pourquoi les délégations syndicales et les travailleurs de l'ALG s'opposent résolument à la fusion telle qu'elle se profile. Plusieurs journées de grève ont eu lieu ; les délégations syndicales ont aussi multiplié les rencontres avec les bourgmestres des communes affiliées à l'ALG et assisté aux réunions des Conseils communaux qui devaient voter la fusion. Malgré cette opposition massive du personnel et les actions en justice de plusieurs communes s'inquiétant de l'opacité de l'opération, les Conseils d'Administration de Tecteo et de l'ALG ont voté la fusion le 22 décembre.

Mais qu'est-ce qui se cache derrière cette fusion "à l'arraché"?

Naissance d'un "grand groupe public"...

En fait, l'affaire ALG commence il y a trois ans... à l'ALE. Le 1er janvier 2007, la libéralisation du marché de l'énergie devient réalité en Belgique. L'Association Liégeoise de l'Electricité (ALE), une intercommunale strictement publique, qui possédait depuis longtemps sa propre branche de télédistribution (Teledis), devient Tecteo. Au passage, elle absorbe une série d'autres intercommunales locales de télédistribution un peu partout en Wallonie, qu'elle regroupe avec Teledis pour donner naissance à VOO. Mais, si l'entreprise change de taille et d'ambition, sa direction reste totalement aux mains de responsables PS (et, en particulier, du duo de célèbres ultra-cumulards de mandats Stéphane Moreau et André Gilles).

Pour continuer à faire grandir la société sur le marché, la direction de Tecteo veut imposer des méthodes du privé en matière de productivité, de flexibilité et de précarité du travail. Ce qui est impossible sans démanteler le statut d'agent des services publics qu'ont encore la plupart des travailleurs de Tecteo. C'est donc à ce statut qu'elle s'est attaquée depuis le début. C'est donc pourquoi aussi la défense de ce statut a été au cœur des quatre mouvements de grève qui se sont succédé chez Tecteo depuis juin 2009.

Grâce à ces actions, le statut, s'il a bel et bien été sérieusement entamé – passage des 36 heures aux 38 heures (payées 36 !), suppression de jours de congé et de primes – a été maintenu pour l'essentiel. C'est aussi le cas de l'emploi dans la société : après la longue grève de septembre 2009, il

a été décidé que les 229 travailleurs que la direction jugeait excédentaires dans la filiale de distribution de l'électricité (RESA, ex-ALE) seraient maintenus dans la société mais devraient être réaffectés dans d'autres filiales (existantes ou à créer) tout en conservant leur statut d'agent de service public.

Mais le climat social reste très mauvais dans la société, la direction jouant régulièrement de l'intimidation et essayant de créer un climat de concurrence entre les travailleurs afin d'amener une partie des

ex-ALE) et du gaz (Secteur 5, ex-ALG), du multimédia télévision-téléphone-internet (VOO), de l'investissement financier (Invest), de partenariats dans le domaine de l'énergie (Energy). Noble ambition ! Mais la réalité est moins belle.

D'abord, la direction s'est arrangée pour que Tecteo soit présente à Bruxelles (via VOO) et en Flandre (en affiliant la commune de Fourons!), ce qui fait qu'elle échappe désormais à la tutelle directe de la Région wallonne. D'intercommunale, elle est devenue en fait une Interrégionale,

financer une partie de leurs activités. Si Tecteo ne verse plus de dividendes ou s'il les réduit, les communes devront lever de nouvelles taxes pour équilibrer leur budget. La population devra donc payer pour financer les galipettes commerciales d'une intercommunale publique.

Enfin, la direction de Tecteo pourrait bien à l'avenir, toujours au nom de l'"efficacité" dans une économie libéralisée et sauvagement concurrentielle, partir à la recherche de "partenariats public-privé". Ce n'est pas un fantasme. ORES, un concurrent direct de Tecteo dans la distribution de l'électricité et du gaz, réunit 200 communes wallonnes mais aussi Electrabel qui est actionnaire à 30% d'ORES et a reçu 63 millions d'euros de dividendes de cette intercommunale l'an dernier. D'autre part, VOO a déjà des accords de "partenariat opérationnel" avec Numericable, un grand groupe privé français de télédistribution par câble. Numericable souhaite aller plus loin et lorgne avec intérêt sur le marché belge... et la proie que pourrait constituer Tecteo-VOO.

Et le PS dans tout cela ?

Les intercommunales "ancienne mouture" ALE et ALG étaient évidemment des bastions du PS liégeois. Comment ce parti vit-il tous ces changements ? Et bien, au premier rang et à la manœuvre, en se partageant le boulot!

Pour rappel, les PS européens ont voté avec enthousiasme au Parlement européen, dans les Conseils des ministres européens, dans les Parlements nationaux et régionaux toutes les mesures de libéralisation. Sur le terrain, c'est moins évident à faire passer auprès des travailleurs et des consommateurs. Alors, hypocritement, les dirigeants du PS déclarent "Nous n'avons pas voulu tous ces excès de la concurrence privée mais il faut bien faire avec. Il faut donc fusionner les intercommunales pour devenir plus concurrentiels. Et accepter de travailler plus et de toucher moins. C'est bien malheureux mais on ne peut pas faire autrement."

Et, pendant ce temps, ce sont des technocrates estampillés "PS pur jus" qui mènent le démantèlement du statut des agents de service public et qui imposent peu à peu les méthodes de "management" du privé aux intercommunales... ■



"excédentaires" à quitter volontairement l'entreprise. Pour faire "avalier" la fusion aux travailleurs de l'ALG, les directions de l'ALG et de Tecteo leur ont promis de maintenir le statut actuel du personnel. Mais les garanties données pour les points essentiels sont volontairement floues, notamment quant à la durée de cette garantie. Au vu de ce qui se passe chez Tecteo, et comme il est clair que le but de la fusion est de faire des économies, notamment sur la masse salariale, on comprend aisément que les travailleurs de l'ALG n'ont aucune envie de se mettre la tête sous la lame de la guillotine.

...qui s'inspire méchamment du privé !

Officiellement, les dirigeants de Tecteo veulent construire un "grand groupe industriel public" capable de tenir tête aux concurrents privés. D'où leur volonté de faire grandir la société et de se diversifier à travers divers secteurs chargés de la distribution de l'électricité (RESA,

ce qui offre une marge de manœuvre beaucoup plus grande pour les petites combines.

Ensuite, on l'a vu, pour diminuer les coûts, la direction veut en finir le plus vite possible avec le statut de fonctionnaire qu'ont encore une majorité de travailleurs. Elle rêve de pouvoir fonctionner comme dans le privé avec des contractuels, des intérimaires, des gens qu'elle paierait moins et qu'elle pourrait mettre sous pression et licencier beaucoup plus facilement.

Il y a aussi les coins sombres de l'entreprise. Le développement de VOO est une priorité pour la direction de Tecteo mais c'est une priorité coûteuse. La comptabilité de Tecteo n'est pas non plus un modèle de clarté. Les syndicats et les communes membres de l'intercommunale craignent que la direction "siphonne" les bénéfices réalisés par l'ex-ALE et l'ex-ALG pour remplir les caisses de VOO qui risque de devenir un puits sans fond. Or, les communes comptent énormément sur les dividendes versés par Tecteo pour

WikiLeaks contre la diplomatie du secret

✦ par Mauro Gasparini

Le 28 novembre 2010, WikiLeaks débute son opération de révélation de plus de 250000 télégrammes confidentiels de la diplomatie américaine. Peu de temps après, son porte-parole Julian Assange est arrêté pour viol et les pressions se multiplient, alors que les premières révélations sont diffusées dans les grands médias. Cette affaire, qui déstabilise le petit jeu de la diplomatie impérialiste, constitue un fait politique intéressant à plus d'un titre.

WikiLeaks est un site web lanceur d'alertes, qui fonctionne comme une sorte de boîte aux lettres anonyme en ligne et sert à récolter les informations confidentielles du monde entier pour les publier, après vérification de leur authenticité et de leur pertinence. L'équipe est composée de plus de mille volontaires anonymes. Le site a déjà fait parler de lui à plusieurs reprises depuis sa création en 2006 : des documents secrets sur les négociations de l'ACTA (Accord commercial anti-contrefaçon) sont publiés en 2008, révélant ce projet de traité international qui menace gravement la liberté sur Internet. C'est aussi WikiLeaks qui a publié en avril 2010 la fameuse vidéo d'un raid meurtrier d'hélicoptères de l'armée américaine en Irak qui massacrent 18 civils dont deux journalistes de l'agence Reuters, vidéo qui provoqua un scandale dans le monde entier. Par la suite, les lanceurs d'alerte passent à

la vitesse supérieure: ils publient 91 000 documents militaires américains secrets sur la guerre en Afghanistan le 25 juillet, suivis par 391 832 documents secrets sur l'Irak le 23 octobre (où l'on découvrit que la torture de masse était pratiquée par le nouveau gouvernement irakien). Mais WikiLeaks a encore d'autres lapins dans son chapeau: le 28 novembre commence la diffusion de plus de 250000 câbles échangés par les diplomates des Etats-Unis, dont plus de 15000 sont classés "secrets". Ces documents sont cependant filtrés : une première fois par WikiLeaks et une seconde fois par le *New York Times*, *Le Monde*, *El País*, le *Guardian* et *Der Spiegel*, qui ont obtenu l'exclusivité de ces informations et collaborent gentiment avec leurs gouvernements respectifs pour essayer d'éviter des révélations trop gênantes.

L'embarras, la répression, la solidarité

Inutile de dire que le gouvernement états-unien n'a pas bien pris ces fuites. Dans le camp Républicain mais aussi chez de nombreux Démocrates, comme le vice-président Joe Biden, on n'a pas hésité à qualifier Julian Assange et ses camarades de "terroristes", certains allant même jusqu'à appeler à leur assassinat. Les médias dominants sont partagés entre la joie d'avoir des scoops à profusion et leur allégeance plus ou moins grande à leur gouvernement. Le *New York Times* a ainsi soigneusement sélectionné des câbles pour défendre un prétendu soutien massif des gouvernements

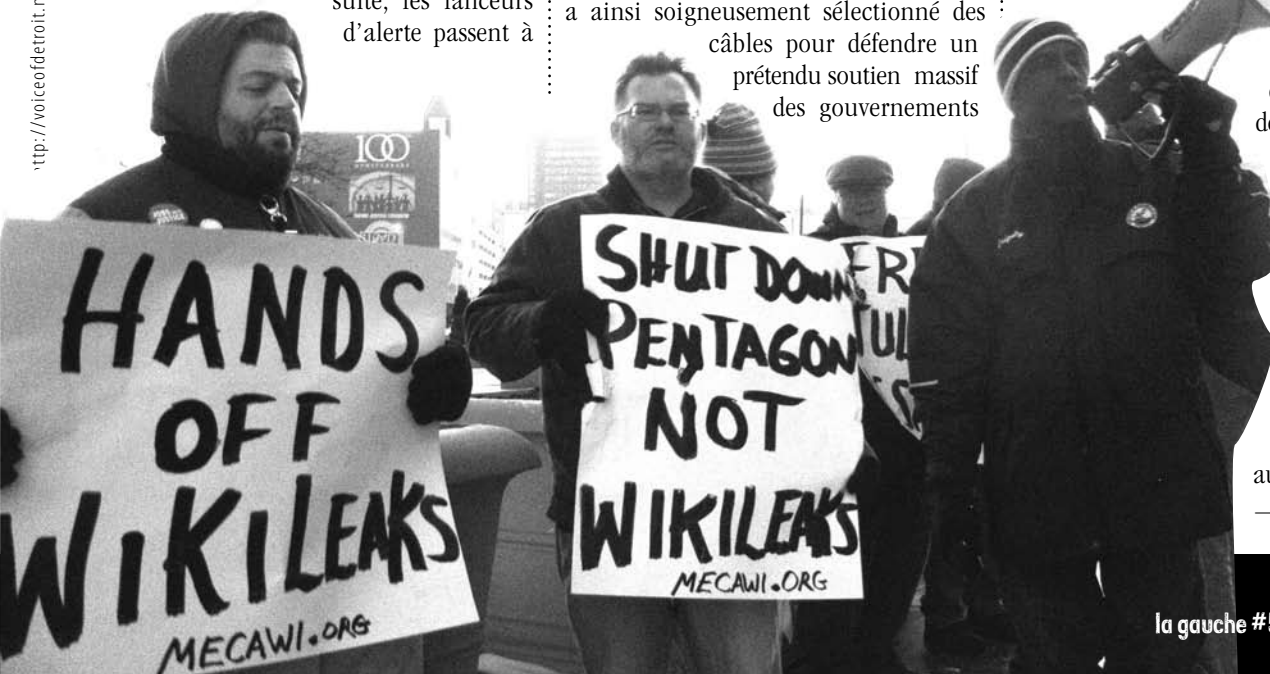
arabes à un bombardement de l'Irak par l'armée US. Wolf Blitzer, de CNN, a même imploré le gouvernement de mieux cacher ses secrets et nombre d'éditorialistes ont glosé sur l'"irresponsabilité" de WikiLeaks qui mettrait en danger la sécurité de l'Occident et celle des USA en particulier.

Pendant ce temps, Bradley Manning, l'ancien analyste du renseignement US soupçonné d'être la taupe de WikiLeaks, est détenu depuis sept mois et risque une peine de prison à perpétuité. Jusqu'à présent, il n'y a pas de procès contre lui et il n'a presque aucun contact avec l'extérieur. Son sommeil est fréquemment interrompu et il n'a même pas droit à un oreiller. Quant à Assange, Interpol l'a mis sur une "liste rouge" fin novembre 2010 après que la Suède ait émis un mandat d'arrêt contre lui pour...viol. Une étrange coïncidence qui tombe à pic pour beaucoup de monde. L'intéressé, qui récuise fermement ces accusations, s'est présenté spontanément à la police. Après neuf jours de prison, Julian Assange se trouve actuellement en libération conditionnelle sous contrôle étroit de la police, dans un manoir de la campagne anglaise, possédé par un riche soutien de WikiLeaks. Assange n'est pas le seul à subir la répression car c'est bien WikiLeaks qui est visé: le service de paiement en ligne PayPal, les sociétés Visa et MasterCard, Bank of America

et la banque suisse Postfinance ont bloqué les transactions de WikiLeaks et de Julian Assange. Il faut dire qu'en 2008, WikiLeaks a publié des dossiers de la banque suisse Julius Bär sur des clients qui avaient un compte bancaire aux Iles Caïman...

→

http://voicedetroit.net/wp-content/uploads/2010/12/Hands-off-Wikileaks.jpg



Assange a dénoncé cette censure à l'occidentale, *"une censure économique extrajudiciaire, résultant d'ingérences politiques visant des multinationales. Ces pressions s'étendent aux banques suisses, sensibles aux menaces américaines de réglementation des flux financiers."* De nombreux procès sont intentés à WikiLeaks, ce qui coûte énormément d'argent. Le site a trouvé la parade au moyen de transferts d'argent vers des comptes en Islande et en Allemagne, ou via mandat postal vers des adresses en Angleterre et en Australie. WikiLeaks subit aussi des attaques informatiques visant à l'empêcher de fonctionner. En résumé, l'impérialisme états-unien et ses relais sortent l'artillerie lourde pour réduire WikiLeaks et ses taupes au silence. Assange a d'ores et déjà dit qu'il craignait pour sa vie, une manière intelligente de limiter le risque d'assassinat politique. Face à ces attaques multiples et multiformes, plus de 1500 sites dans le monde ont repris tout ou partie du contenu de WikiLeaks en créant des sites "miroir". Julian Assange a reçu le soutien de nombreuses personnalités, parmi lesquelles le cinéaste britannique Ken Loach et le philosophe américain Noam Chomsky. Une Opération Revanche massive montée par le collectif "Anonymous" a eu lieu contre les organismes et entreprises qui collaborent à la répression de WikiLeaks. Le but de ce cyber-blocage était la surcharge des capacités des sites cibles, pour les mettre temporairement hors-service. Pour l'instant, Washington et ses alliés n'ont pas encore réussi à faire plier les rebelles de WikiLeaks, qui continuent leur action.

La vision stratégique de Julian Assange: l'arme des fuites

Comme l'écrit la revue *Contretemps*, "Assange est un hacker. S'il modélise la structure d'un pouvoir, c'est pour en découvrir les failles". Il veut combattre les "pouvoirs conspiratifs", autoritaires et fondés sur le secret. Pour lutter efficacement contre ce type de pouvoir, Assange préconise les "fuites" massives, qui vont les désorganiser et casser la circulation de l'information en leur sein. Ils doivent alors réformer leur fonctionnement ou s'effondrer. Selon Assange, "l'injustice ne peut trouver de réponse que lorsqu'elle est révélée, car, pour que l'homme puisse agir intelligemment, il lui faut savoir ce qui se passe réellement". WikiLeaks est donc un outil qui doit permettre à la population mondiale de savoir ce que trament les gouvernements et les grandes entreprises,

et de détecter leurs mensonges.

Mais les documents publiés par WikiLeaks ne sont pas forcément "la vérité", comme le signale Alain Gresh: non seulement "ils couvrent des périodes très différentes et ce qui est "vrai" à un moment donné ne l'est pas forcément à un autre", mais en plus, "ils reflètent les vues de tel ou tel diplomate, qui eux-mêmes rapportent des propos qui leur ont été tenus". Or, les interlocuteurs des représentants des USA ne disent certainement pas toujours ce qu'ils pensent, mais plutôt ce qui plaira aux USA. Et les diplomates états-unis peuvent à leur tour exagérer l'adhésion aux positions de leur pays. Sans parler des médias dominants qui interprètent à leur manière les câbles secrets. Pour Julian Assange, un des dangers principaux réside également dans le fait que la situation contemporaine fournit aux peuples du monde entier un "déluge sans précédent d'injustices avérées (...) souvent sans réponse apparente", ce qui peut contribuer au sentiment d'impuissance et à la passivité. C'est pour ne pas rester paralysé par une overdose d'informations qu'il est nécessaire de disposer d'une grille d'analyse pertinente. C'est donc à ce niveau-là que la gauche anticapitaliste peut et doit agir. Pour nous, il est clair que le secret bancaire comme le secret diplomatique sont deux obstacles essentiels à une réelle démocratie. L'affaire WikiLeaks reflète le combat entre d'un côté les États et les grandes entreprises qui veulent prendre le contrôle d'Internet et de l'autre ces usagers qui défendent le maintien de la liberté d'usage de ce bien commun. Les États et les grandes firmes ont montré que s'ils se sentent mis en danger, la liberté d'Internet disparaît aussitôt. Certes, WikiLeaks ne renversera pas le système capitaliste mondial, mais il constitue un point d'appui important pour ceux qui luttent, ici et dans les pays au cœur des manœuvres de l'impérialisme, en participant à la démythification de l'action des États-Unis et leurs alliés. Il faut soutenir Assange et ses camarades, qui tiennent tête à ces puissances et les ridiculisent. Ils encouragent le monde à ne plus croire dans les promesses d'un Obama, à chercher et à dire la vérité. Et c'est déjà énorme. ■

Les premières informations dévoilées par WikiLeaks

Seuls 2000 des câbles diplomatiques de WikiLeaks ont déjà été publiés, soit moins d'un pourcent du total. Ils contiennent déjà plusieurs "révélations", souvent des confirmations, sur la politique étrangère de l'impérialisme US. C'est le cas de cette dépêche importante, aussi scandaleuse que peu surprenante, qui expose comment le Département d'Etat des USA déploie



ses efforts pour utiliser chacun de ses diplomates dans le monde comme espion, certains allant jusqu'à récolter des informations biométriques (empreintes, etc.) d'officiels des Nations Unies du plus haut rang. Concernant deux "terrains de jeu" connus de l'impérialisme, le Moyen-Orient et l'Amérique Latine, voilà par exemple ce qu'on peut trouver :

Moyen-Orient :

Les membres du Fatah ont demandé à Israël d'attaquer le Hamas dès 2007 et Israël leur a offert, juste avant le massacre de l'opération "Plomb durci", de prendre le contrôle de Gaza, ce que le Fatah a refusé. WikiLeaks révèle aussi quelle technologie

militaire états-unienne a voulu utiliser Israël contre l'Iran, alors que les pays arabes du Golfe étaient convaincus qu'il fallait régler le problème palestinien pour diminuer l'influence iranienne et craignaient qu'une attaque contre celui-ci ne menace leur propre sécurité. Dans un autre câble, le général israélien Amos Gilad admet d'ailleurs que "l'obsession israélienne" concernant l'Iran va parfois à l'encontre des intérêts des Etats-Unis dans la région.

Amérique Latine :

L'ambassade des États-Unis au Honduras a admis que les militaires et les politiques putschistes de 2009 mentaient ouvertement et étaient dans l'illégalité la plus totale depuis le début. A l'appui de ces révélations,



Manuel Zelaya compte saisir la Cour Pénale Internationale contre les États-Unis, qui ont couvert le coup d'Etat. Par ailleurs, le président mexicain Felipe Calderon et l'ancien président colombien Alvaro Uribe ont conseillé aux USA de renforcer leurs liens avec le Brésil, l'Uruguay et d'autres gouvernements latino-américains pour canaliser Chavez. L'Eglise catholique et son influence dans les affaires du monde sont encore une fois prouvées par l'attitude de l'archevêque vénézuélien Baltazar Porras, qui ne ménage pas ses efforts pour convaincre les USA de se durcir face à Chavez, en offrant même ses services pour les aider dans cette mission. ■

Seule la vérité est révolutionnaire: les ancêtres bolchéviques de WikiLeaks

✦ par Ataulfo Riera

Le 8 novembre 1917, au lendemain de la victoire de la Révolution d'Octobre en Russie, la première décision de politique étrangère du gouvernement révolutionnaire a été le fameux "Décret sur la paix" adopté par le Deuxième Congrès panrusse des Soviets. Ce décret proposait de mettre un terme au carnage de la Première Guerre mondiale et décidait la publication des traités diplomatiques secrets afin de démasquer la nature impérialiste de cette guerre. Ce sont des marins révolutionnaires de la Flotte de la Baltique et des travailleurs de l'usine "Siemens-Schukert" qui remplaceront aux affaires étrangères les fonctionnaires acquis au gouvernement bourgeois. Parmi eux, le matelot canonier et militant bolchévique Nikolaï Markine, qui joua un rôle de premier plan dans la publication des traités diplomatiques secrets. Trotsky souligna que "la diplomatie secrète est un outil nécessaire pour la minorité possédante qui est obligée de tromper la majorité afin de la soumettre à ses intérêts". Par conséquent, "le gouvernement des ouvriers et des paysans abolit la diplomatie secrète, ses intrigues, ses codes et ses mensonges. Nous n'avons rien à cacher." Malgré tout, la publication des traités n'empêcha pas, immédiatement, la poursuite de la guerre impérialiste. L'information, seule, ne suffit pas si elle n'entraîne pas une action et une mobilisation effective des masses pour modifier les rapports de forces. Mais ces révélations, tout comme l'exemple donné par la Révolution russe elle-même, pénétrèrent peu à peu dans l'esprit des travailleurs et, près d'un an plus tard, la Révolution allemande d'octobre-novembre 1918 allait enfin précipiter la fin de la boucherie. ■



www.redavantgarde.com

La décision majeure de Cancun

✦ par Daniel Tanuro

Après avoir chanté sur tous les tons qu'il ne fallait rien attendre du sommet de Cancun (COP16, dans le jargon), les médias claironnent que le sommet climatique est une réussite parce que les gouvernements se sont prononcés pour que le réchauffement n'exède pas deux degrés Celsius. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres: les plans climat élaborés par les différents pays impliquent un réchauffement de 3 à 4°C d'ici la fin du siècle...

L'objectif des 2°C figurait déjà dans l'accord négocié à Copenhague entre les Etats-Unis et les grands pays émergents, dont la Chine. Mais ce texte concocté en catimini n'avait pas été ratifié par l'assemblée générale des Nations unies. C'est la première fois que l'ONU chiffre le seuil de dangerosité du réchauffement. Le texte reconnaît même la nécessité d'envisager rapidement "un durcissement de l'objectif global de long terme" à 1,5°C⁽¹⁾. De nombreux pays du Sud s'étaient déjà prononcés dans ce sens. L'ONU leur emboîte le pas. Mais il y a un gouffre entre les intentions et les actes. Il saute aux yeux lorsqu'on examine les plans climat des gouvernements, ceux du Nord surtout.

Suite à "l'accord" de Copenhague, quelque 140 nations ont élaboré un plan climat et l'ont transmis au secrétariat de la Convention cadre des nations unies sur les changements climatiques. Si ces plans sont appliqués, la température augmentera quand même de 3 à 4°C d'ici 2100. Un réchauffement qui aurait à coup sûr des conséquences catastrophiques, surtout au Sud...

En 2209, 48 milliards de tonnes (GT) de gaz à effet de serre ont été rejetées dans l'atmosphère. On projette 56 GT en 2020. Pour avoir une chance sur deux de ne pas dépasser 1,5 ou 2°C de hausse, les rejets devraient culminer au plus tard en 2015, commencer à diminuer pour passer sous la barre des 40 ou des 44 GT par an en 2020 – 12 à 16 GT de moins que prévu – et continuer à baisser par la suite. Comme les plans climat des gouvernements

ne représentent que 3 à 4,3 GT en 2020, une diminution supplémentaire de 8 à 13 GT est indispensable⁽²⁾.

Cet effort doit être réalisé par les pays développés. **1)** Parce qu'ils sont les principaux responsables. **2)** Parce que – qui le sait ?! – les pays en développement sont les bons élèves de la classe climatique (leurs plans représentent une déviation de 25% par rapport au scénario de référence, là où le GIEC recommande 15 à 30%).

3) Parce que les plans des pays développés sont inférieurs à la partie basse de la fourchette des experts (ils représentent une réduction nette de 20%, alors que le GIEC recommande de 25 à 40%)⁽³⁾.

Trois tours de passe-passe

Pour bien apprécier la situation, il faut savoir que Kyoto a créé trois tours de passe-passe pour remplacer les réductions réelles des pays développés par des réductions fictives:

1) les droits d'émission ont été distribués très généreusement et sont échangeables. La Russie, l'Ukraine et le Bélarus, notamment, ont reçu leurs droits sur base des quantités de gaz à effet de serre émises par l'URSS avant son effondrement économique. Globalement, les droits non utilisés correspondraient à 2 milliards de tonnes de gaz à effet de serre par an. Si ces droits sont reportés au-delà de la première période d'engagement de Kyoto, qui finit en 2012, ils viendront en déduction des efforts à fournir;

2) les pays développés peuvent faire comme si les augmentations d'absorption découlant d'un changement d'utilisation des sols ou d'une augmentation de la superficie des forêts équivalaient à des réductions d'émissions. Cela correspondrait à 0,5 milliards de tonnes de gaz à effet de serre par an;

3) les pays développés peuvent compenser leurs émissions par des mesures qui réduisent les rejets – ou accroissent les

absorptions – de gaz à effet de serre dans les pays du Sud ou en transition. Ce sont les "mécanismes de projet". Or, la moitié environ de ces compensations sont fictives. D'autre part, il y a un risque que des réductions soient comptabilisées deux fois (par le pays développé investisseur, et par le pays hôte du "mécanisme de projet").

Plus d'ambition pour moins d'efforts

Ces trois dispositifs permettraient aux pays développés de réaliser leurs plans climat sans prendre aucune mesure supplémentaire d'ici 2020... donc sans réduire leurs émissions réelles. Or, c'est précisément ce que Cancun leur suggère de faire. Côté cour, le texte "pousse les pays développés d'augmenter leur ambition en matière de réduction des émissions"; côté jardin, il leur suggère de "prendre en compte les implications quantitatives des activités de foresterie et de changement d'affectation des sols, de l'échange des droits, des mécanismes de projet et du report des droits de la première sur la deuxième période d'engagement". En clair: faites semblant de faire plus d'efforts, et faites-en moins en réalité!

Un quatrième tour de passe-passe est dans le pipe-line... qui permettrait de ne pas faire d'efforts du tout. Il consiste à considérer que non seulement la plantation d'arbres mais aussi la simple protection des forêts existantes compenserait les émissions des pays développés. Ici, il faut faire la part



des choses: il est exact que l'arrêt de la déforestation au Sud permettrait de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 15% environ, mais il est inacceptable que cela permette aux grandes entreprises du Nord de ne pas réduire leurs émissions⁽⁴⁾. Le programme REDD (Reducing Emissions from Deforestation and Degradation) va pourtant dans ce sens. D'autre part, Cancun appelle à "hausser le niveau d'ambition des mécanismes de marché, y compris l'utilisation des sols, les changements d'affectation des sols et les activités forestières" et "encourage toutes les parties à trouver des moyens effectifs de réduire la pression humaine sur les forêts"... Les droits des peuples indigènes sont dans le collimateur.

Kyoto aux oubliettes, la Banque Mondiale aux manettes

Cancun a fait la promotion des tours de passe-passe de Kyoto et décidé d'inventer de nouveaux mécanismes de marché d'ici sommet de Durban. En même temps, l'avenir du protocole est plus que compromis. Le texte "donne son accord" pour que le Groupe de travail sur les engagements futurs des pays développés tâche de terminer ses travaux "le plus tôt possible". Cela n'engage à rien. Plus loin on salue les "progrès accomplis"... C'est une plaisanterie de mauvais goût. Le Japon, le Canada et la Russie refusent toute prolongation de Kyoto. Ne parlons même pas des Etats-Unis: leurs émissions ont augmenté de 30% entre 1990 et 2005, mais ils n'ont adopté aucun objectif d'ici 2020... et ne le feront pas dans un avenir prévisible.

A Cancun, la petite Bolivie a été montrée du doigt parce qu'elle défendait les intérêts des peuples indigènes, mais la superpuissance étasunienne, principale responsable des changements climatiques, n'a pas essuyé le moindre reproche pour sa politique criminelle. D'une manière générale, les pays pauvres sont bredouilles. Le "Fonds vert pour le climat"? Cancun n'a levé aucune des ambiguïtés de cette proposition, déjà adoptée à Copenhague. Les fonds seront-ils privés ou publics? S'agira-t-il de dons ou de prêts? Seule certitude: le conseil exécutif ne comptera que 50% de représentants des pays en développement, et la Banque Mondiale en sera l'administrateur provisoire... Cela n'augure rien de bon!

Un nouveau régime climatique

La COP16 n'a guère fait plus qu'entériner l'accord parallèle conclu il y a un an à Copenhague. Tous les problèmes

demeurent... Ils sont simplement repoussés vers la COP17, qui aura lieu à Durban fin 2011. Pour autant, Cancun n'est pas un non-événement. Malgré ses tours de passe-passe, le régime de Kyoto imposait aux pays développés des objectifs de réduction obligatoires, assortis de pénalités en cas de non-respect. Il est remplacé dans les faits par un mécanisme encore plus libéral d'engagements volontaires des grands pollueurs du Nord et du Sud, soumis à vérification internationale. Ce tournant a été rendu possible suite à l'acceptation, par la Chine, d'une procédure de contrôle "non intrusive, non punitive et

vainqueurs, "les marchés" voient s'ouvrir partout de juteuses perspectives. Voilà en quoi consiste le "succès" de Cancun... Pour les exploités et les opprimés du monde, ce sommet ne fait que renforcer la nécessité d'une mobilisation sociale contre le productivisme capitaliste écocide. Puisse le terrible drame qui a frappé vingt millions de femmes et d'hommes au Pakistan, l'été dernier, motiver chacune et chacun à prendre la mesure des enjeux. En fait, Cancun a pris une décision majeure: la décision de ne pas tout mettre en oeuvre pour éviter que des catastrophes de ce genre se reproduisent... ■



respectant la souveraineté nationale".

Le couple sino-étasunien prend ainsi le volant des négociations climatiques, repoussant l'UE au rang de figurant. Le concept clé de "responsabilité commune mais différenciée" tend à s'estomper, les pays pauvres sont encore plus marginalisés, et la pression du GIEC sur les gouvernements est desserrée. Seuls

(1) Les décisions du sommet sont en ligne sur le site de la Convention cadre <http://unfccc.int/2860.php>
 (2) Climate Action Tracker, "Cancun Climate Talks: Keeping Options Open to Close the Gap", PIK, Ecofys, Climate Analytics, <http://www.climateactiontracker.org/>
 (3) Frank Jotzo, "Comparing the Copenhagen Emission Reduction Targets", CCEP Working Paper 1.10, Oct. 2010
 (4) Le Monde du 11/12/2010, "Les forêts tropicales, futur eldorado des marchés 'carbone'"

La crise irlandaise: fiasco complet du néolibéralisme

✦ par Eric Toussaint

Depuis une décennie, l'Irlande a été présentée par les plus fervents promoteurs du capitalisme néolibéral comme le modèle à suivre. Le "tigre celtique" affichait un taux de croissance plus élevé que la moyenne européenne. Le taux d'imposition des sociétés avait été ramené à 12,5% et le taux effectivement payé par les nombreuses transnationales qui y avaient élu domicile oscillait entre 3 et 4%:

un rêve! Un déficit budgétaire égal à 0 en 2007. Un taux de chômage de 0% en 2008.

Un vrai charme: tout le monde semblait y trouver son compte. Les travailleurs avaient un emploi (certes très souvent précaire), leurs familles consommaient allègrement, elles jouissaient de l'effet richesse et les capitalistes tant nationaux qu'étrangers affichaient des résultats extraordinaires.

En octobre 2008, deux ou trois jours avant que le gouvernement ne sauve de la faillite

les grandes banques "belges" (Fortis et Dexia) aux frais des citoyens, Bruno Colmant, directeur de la Bourse de Bruxelles et professeur d'économie, s'est fendu d'une carte blanche dans *Le Soir*, le quotidien belge francophone de référence, pour affirmer que la Belgique devait absolument suivre l'exemple irlandais et déréglementer encore un peu plus son système financier. Selon Bruno Colmant, la Belgique devait modifier le cadre institutionnel et légal afin de devenir une plate-forme du capital international comme l'était l'Irlande. Quelques semaines plus tard, le Tigre celtique était terrassé.

En Irlande, la déréglementation financière a encouragé une explosion des prêts aux ménages (l'endettement des ménages avait atteint 190% du PIB à la veille de la crise), notamment dans le secteur de l'immobilier, ce qui a boosté l'économie (industrie de la construction, activités financières, etc.). Le secteur bancaire a enflé d'une manière exponentielle avec l'installation de nombreuses sociétés étrangères et l'augmentation des actifs des banques irlandaises. Des bulles boursière et immobilière se sont formées. Le total des capitalisations boursières, des émissions d'obligations et des actifs des banques a atteint quatorze fois le PIB du pays.

Ce qui ne pouvait pas arriver dans ce monde enchanteur arrive alors: en septembre-octobre 2008, le château de cartes s'effondre, les bulles financières et immobilières éclatent. Des entreprises ferment ou quittent le pays, le chômage monte en flèche (de 0% en 2008, il grimpe à 14% début 2010). Le nombre de familles incapables de payer les créanciers croît très rapidement. Tout le système bancaire irlandais est au bord de la faillite et le gouvernement, complètement affolé et aveuglé, garantit l'ensemble des dépôts bancaires à concurrence de 480 milliards d'euros (près de trois fois le PIB irlandais qui s'élevait à 168 milliards d'euros). Il nationalise l'Allied Irish Bank, principal financier de l'immobilier en injectant 48,5 milliards d'euros (environ 30% du PIB).



Les exportations ralentissent. Les recettes de l'Etat baissent. Le déficit budgétaire bondit de 14% du PIB en 2009 à 32% en 2010 (dont plus de la moitié est attribuable au soutien massif aux banques: 46 milliards d'apport de fonds propres et 31 de rachat d'actifs risqués).

Le plan européen d'aide avec participation du FMI de fin 2010 s'élève à 85 milliards d'euros de prêts (dont 22,5 fournis par le FMI) et il est déjà avéré qu'il sera insuffisant. En échange, le remède de cheval imposé au tigre celtique est en fait un plan d'austérité drastique qui pèse fortement sur le pouvoir d'achat des ménages, avec comme conséquences une réduction de la consommation, des dépenses publiques dans les domaines sociaux, des salaires de la fonction publique et dans l'infrastructure (au profit du remboursement de la dette) et des recettes fiscales. Les mesures principales du plan d'austérité sont terribles sur le plan social :

— suppression de 24 750 postes de fonctionnaires (8% de l'effectif, cela équivaut à 350 000 postes supprimés en France) ;

— les nouveaux embauchés le seront avec un salaire inférieur de 10% ;

— baisse des transferts sociaux avec diminution des allocations chômage et familiales, baisse importante du budget de la santé, gel des pensions ;

— augmentation des impôts à charge principalement de la majorité de la population victime de la crise, notamment hausse de la TVA de 21 à 23% en 2014 ; création d'une taxe immobilière (concerne la moitié des ménages jusque là non-imposables) ;

— baisse de 1€ du salaire horaire minimum (de 8,65 à 7,65 euros, soit -11%).

Les taux des prêts accordés à l'Irlande sont très élevés: 5,7% pour celui du FMI et 6,05% pour les prêts "européens". Ils serviront à rembourser les banques et autres sociétés financières qui achèteront les titres de la dette irlandaise qui, elles, empruntent à un taux de 1% auprès de la Banque centrale européenne. Une vraie aubaine de plus pour les financiers privés. Selon l'AFP, "le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn, a déclaré: 'Cela va marcher, mais bien sûr, c'est difficile [...] parce que c'est dur pour les gens' qui vont devoir faire des sacrifices au nom de l'austérité budgétaire'".

L'opposition dans la rue et au parlement a été très forte. Le Dail, chambre basse, n'a adopté le plan d'aide de 85 milliards d'euros que par 81 voix contre 75. Loin d'abandonner son orientation néolibérale, le FMI a indiqué qu'il plaçait parmi les priorités de l'Irlande l'adoption des réformes pour supprimer "les obstacles structurels aux affaires", afin de "soutenir la compétitivité dans les années à venir". Le socialiste Dominique Strauss-Kahn s'est dit convaincu que l'arrivée d'un nouveau gouvernement après les élections prévues début 2011 ne changerait pas la donne : "Ce dont je suis convaincu, c'est que même si les partis d'opposition, le Fine Gael et le parti travailliste, critiquent le gouvernement et le programme [...], ils comprennent la nécessité de le mettre en œuvre".

En somme, la libéralisation économique et financière qui visait à attirer à tout prix les investissements étrangers et les sociétés financières transnationales, a abouti à un fiasco complet. Pour ajouter l'injure aux dommages subis par la population victime de cette politique, le gouvernement et le FMI n'ont rien trouvé de mieux que d'approfondir l'orientation néolibérale pratiquée depuis 20 ans et d'infliger à la population, sous pression de la finance internationale, un programme d'ajustement structurel calqué sur ceux imposés depuis trois décennies dans les pays du tiers-monde. Ces trois décennies doivent au contraire servir d'exemple de ce qu'il ne faut surtout pas faire. Voilà pourquoi il est urgent d'imposer une logique radicalement différente, au profit des peuples et non de la finance privée. ■

1) *Le taux d'imposition des bénéficiaires de société s'élève à 39,5% au Japon, 39,2% en Grande Bretagne, 34,4% en France, 28% aux Etats-Unis.*

2) *Les difficultés de l'allemand Hypo Reale Estate (sauvé en 2007 par le gouvernement d'Angela Merkel) et la faillite de la banque d'affaires états-unienne Bear Sterns (rachetée en mars 2008 par JP Morgan avec l'aide de l'administration Bush) proviennent notamment des problèmes de leurs fonds spéculatifs dont le siège était à Dublin.*

Tiens, on n'entend plus beaucoup les amoureux de la laïcité...

La Cour Suprême israélienne a accepté, jeudi 6 janvier, les recommandations du ministère des Transports en faveur d'une séparation entre hommes et femmes à bord de certains autobus, sur le principe "du libre arbitre". Feu vert pour la "ségrégation volontaire", titre le *Jérusalem Post*.



"Un comité avait été formé en 2008 par le ministère des Transports afin de réguler l'activité des bus "mehadrin", après le dépôt, par le Centre israélien d'Action religieuse et l'auteure Naomi Ragen entre autres.

En novembre, le comité avait annoncé que, bien que la ségrégation soit interdite par la loi, elle peut être autorisée dans des situations volontaires - tant que les passagers n'étaient pas forcés de s'asseoir à différents endroits du bus.

Les lignes "mehadrin" avaient été créées au début des années 2000 en réponse aux demandes d'une partie de la population ultra-orthodoxe."

Dans les pays arabes, nos intellectuels appellent cela de l'intégrisme. En Israël, cela devient bien entendu de la tolérance. ■

Sans-papiers: les occupations se multiplient à Bruxelles

✦ par Pauline Baudour

Sur la grande façade, une banderole signale l'occupation: elle annonçait la grève de la faim de 120 Afghans. Parmi eux, sept familles avec enfants. La grève aura duré huit jours: les autorités ont promis de revoir les demandes de papiers à condition qu'elle s'arrête. Leur seule acquis: une carte orange, qui leur permet de rester provisoirement sur le territoire, pour des raisons médicales – signalons qu'il est impossible de travailler avec ce type de carte, ce qui renforce la situation de dépendance des demandeurs d'asile. Une semaine plus tard, les Afghans attendent toujours et se rendent quotidiennement à l'Office des étrangers pour avoir des nouvelles. Sans succès. Cela fait déjà un mois et demi qu'ils vivent tant que bien que mal au 60, rue de la Concorde, à Ixelles. Avant, ils occupaient un immeuble de la rue du Trône. Evacués pour des raisons de sécurité, ils ont été installés rue de la Concorde par la police. 120 personnes, 120 histoires qui se ressemblent.

Nous avons rencontré Sahel, âgé de vingt ans. Lorsqu'il a quitté Kaboul, il n'en avait que seize. Seul, il a traversé l'Iran, la Turquie, la Grèce, l'Italie et la France avant d'arriver en Belgique. Son voyage a duré un an. Pour pouvoir passer les différentes frontières, dans des conditions qu'on peut imaginer, il a dépensé 9000 euros ! Mais la lutte pour survivre ne faisait que commencer. Débarqué à Anvers, Sahel demande l'asile et est hébergé dans un centre. Il trouve un emploi et travaille dans un grand hôtel. Mais il finit par recevoir une réponse, négative. Il vit alors dans la rue pendant deux mois. "Je vivais des poubelles", explique-t-il, "j'ai été jeté". C'est alors qu'il rencontre d'autres Afghans dans le même cas que lui et qu'il vit sa première occupation. Chacun a un parcours différent; certains sont en Belgique depuis trois ans ou plus, d'autres en sont déjà à

leur quatrième ou cinquième occupation; les ethnies et langues représentées sont diverses (Pachtounes, Tadjiks, Ouzbeks,...) mais une solidarité les rassemble tous et leur permet de s'organiser.

Le parcours de Tanah, dix-neuf ans, ressemble fort à celui de Sahel. Lui aussi a dû quitter sa famille: "Kaboul, c'est beaucoup trop dangereux. On risque de mourir dès qu'on sort dans la rue, il y a tout le temps des explosions", explique-t-il. Lorsqu'il s'est fait expulser d'Angleterre, on lui a dit qu'il trouverait asile en Belgique. Il sourit, d'un sourire amer. Pendant six mois, tandis qu'il attendait de recevoir ses papiers, il a travaillé comme éboueur en Flandre. Jusqu'à ce que sa demande soit refusée.

Au 60, rue de la Concorde, il y en a encore de l'espoir. Comme lorsque Sahel nous montre un papier tout chiffonné qui ne le quitte pas, qui signifie qu'il ne peut être expulsé dans l'immédiat. Les autorités ont promis de réexaminer les demandes, peut-être recevront-ils des papiers? Mais la méfiance est de mise: ce ne serait pas la première fois que les autorités feraient miroiter une régularisation pour éviter une grève de la faim. S'ils ne reçoivent pas de papiers, les occupants sont prêts: ils reprendront leur grève de la faim. C'est leur arme principale pour le moment. Mais ils sont fatigués.

Que peut-on faire pour les aider? Actuellement ils n'ont rien: ni médecins, ni nourriture. Ils ont heureusement du chauffage, ce qui n'est pas le cas dans toutes les occupations. Ils aimeraient apprendre le français, en rêvant de pouvoir trouver un travail rapidement dès qu'ils auront des papiers.

Les autres occupations à Bruxelles

L'occupation de la rue de la Concorde n'est pas la seule: il y en a actuellement une dizaine à Bruxelles. Rue Royale, place

Liedts, Clémenceau,... la liste est longue. Certaines occupations rassemblent des sans-papiers mais aussi des sans-abri. Parmi les occupants, des familles, des enfants. La galle est présente dans la moitié des occupations. La grève de la faim est perçue comme le dernier recours, mais elle se solde généralement par l'obtention de la fameuse "carte orange" qui permet de prolonger l'attente de régularisation pour raisons médicales (sans aucune garantie de régularisation à la clé).

Ce sont généralement des habitants du quartier, parfois constitués en comités, qui apportent leur soutien aux occupants dans des situations d'urgence. Un collectif ouvert mais résolument contre les frontières et les politiques anti-migratoires est aussi en train de s'organiser pour faire le lien entre les différentes occupations et ainsi permettre de lutter ensemble. Un étudiant qui participe au mouvement nous explique son sentiment: "Cette année, plus que les autres encore, les procédures prennent trop de temps. Tout est bloqué. C'est pour ça que les demandeurs d'asile sont si nombreux à être à la rue, en plein hiver. Il y a une volonté politique derrière tout ça: faire croire au belge moyen qu'il y a trop de migrants et qu'on ne peut pas tous les accepter. Alors que ce qui a changé, ce n'est pas le nombre de personnes qui demandent des papiers mais bien le nombre qu'on refuse!" Il nous apprend qu'un avis d'expulsion vient d'être signifié à l'une des occupations, celle qui se situe près de la station Clémenceau, par le bourgmestre d'Anderlecht Gaëtan Van Goidsenhoven (MR). Il ne s'agissait pas d'un squat mais d'une location, et c'est sous prétexte d'hygiène qu'on veut déloger les occupants... Toutes les excuses sont bonnes pour que le pouvoir continue sa chasse aux sans-papiers, et aux pauvres en général. La multiplication des occupations démontre en tout cas que la lutte des sans-papiers est en train de rebondir et que beaucoup sont à nouveau prêts à la rejoindre. ■

La régularisation des sans-papiers, un combat humain

❖ Interview de France Arets, porte-parole du CRACPE, animatrice du comité de soutien aux sans-papiers de Liège et militante de la LCR – propos recueillis par Denis Horman

La Gauche: Y a-t-il une augmentation des demandes d'asile en Belgique? Les problèmes d'hébergement des demandeurs d'asile, qui ont surgi avec la vague de froid en décembre 2010, ont pu le laisser entendre.

France Arets: Effectivement, il manque de place pour l'hébergement des demandeurs d'asile. Pourtant, contrairement à ce que certains disent, et notamment la NVA, on n'a pas constaté d'augmentation des

demandes d'asile. On a les chiffres pour 2010. Il y a eu 20 000 demandes d'asile, 16% de plus qu'en 2009. C'est beaucoup moins qu'en 2000, où il y en avait 40 000. Par rapport au discours ambiant, il faut le dire: la Belgique n'est pas un pays qui accueille spécialement beaucoup de demandeurs d'asile.

S'il n'y a pas suffisamment de places dans les centres d'accueil, c'est aussi parce que les dossiers des demandeurs d'asile sont traités de façon très lente. Les personnes restent dans les centres pour une période plus grande que prévue. A ce propos, il faut savoir que l'on reste dans un centre ouvert durant tout le temps du traitement de la demande d'asile. Si la réponse est positive, la personne quitte le centre ouvert et le droit à un permis de travail et à l'aide sociale.

Si en 2010, il y eu un peu plus de

demandes qu'en 2009, c'est entre autre dû au fait qu'un certain nombre d'Iraniens et d'Afghans ont fui des pays qui connaissent des situations dramatiques.

Toujours par rapport à l'asile, ce qui me semble plus interpellant, c'est la constatation suivante: si on regarde les statistiques générales de l'Office des Etrangers, on voit que 75% à 80% des demandes d'asile reçoivent une réponse négative. Pourtant les multiples raisons de demande d'asile ne peuvent être prises à la légère. Elles ne sont pas seulement motivées par les situations de guerre, mais aussi suscitées par l'existence de dictatures dans certains pays, de persécutions, notamment à caractère sexistes pour les femmes. Il y a aussi les réfugiés climatiques. Il y par exemple actuellement à Bruxelles un groupe de réfugiés pakistanais qui est en grève de la faim et qui rappelle à l'opinion les inondations de l'été dernier dans ce pays. Mais il y a aussi des demandeurs d'asile qui ont fui des situations socio-économiques dramatiques dans leur pays d'origine.

La Gauche: On a entendu, lors de débats dans les médias, des politiciens faire la distinction entre réfugiés s'inscrivant dans le cadre de la Convention de Genève et réfugiés pour raisons économiques, et laissant entendre que cette deuxième catégorie n'avait pas sa place ici.

France Arets: Bien évidemment, la Belgique est tenue, comme les autres pays, au respect de la Convention de Genève. Cette Convention dit bien qu'on peut chercher refuge dans un autre pays, lorsqu'on est victime de persécutions liées à la nationalité, l'appartenance ethnique, à la religion, à l'appartenance à un groupe social déterminé. On a pu relier également à la Convention de Genève les persécutions faites aux femmes en tant que groupe social spécifique. On peut aussi ajouter les personnes persécutées dans une série de pays du fait de leur homosexualité.

Mais en réalité, en Belgique comme ailleurs,



dans les faits, cette Convention n'est pas respectée. Quand on est victime d'une persécution, il faut arriver à la prouver. Que se passe-t-il à l'Office des Etrangers? Les fonctionnaires de l'Office, qui interrogent les personnes un certain nombre de fois, essaient plutôt de relever les contradictions dans les récits des réfugiés, avec un apriori qui est que tous les demandeurs d'asile sont des "menteurs". C'est ainsi que des demandeurs d'asile tout à fait concernés par la Convention de Genève n'obtiennent pas le statut de réfugiés, simplement parce que l'Office des Etrangers décrète qu'ils n'ont pas fourni les preuves nécessaires ou qu'ils se sont contredits dans leur récit.

En ce qui concerne les réfugiés dits économiques, Il faut savoir qu'il n'y a plus d'immigration économique légale depuis 1974. Pour entrer en Belgique, il faut soit être ressortissant de l'Union européenne, soit venir pour un regroupement familial,

soit pour des études, s'il y a des accords entre le pays d'origine et la Belgique, soit comme demandeur d'asile; la seule immigration économique possible concerne des fonctions bien précises très "pointues". C'est ainsi que certaines personnes sont amenées à demander l'asile, en réalité pour des raisons socio-économiques. Pour nous, ces raisons socio-économiques sont tout à fait valables et justifiées pour la demande d'asile.

Nous devons pointer la responsabilité des politiques gouvernementales des pays du Nord. Je pense aux politiques d'ajustement structurel, dans les pays du Sud, liées au remboursement de la dette. Il y a des pays étranglés par le remboursement de la dette, contraints de diminuer le financement de services publics comme l'enseignement. Et on arrive alors à des situations où des enseignants ne sont plus payés durant des mois. C'est par exemple arrivé à plusieurs

reprises au Congo. On diminue aussi les subsides aux produits alimentaires de base, comme le riz. Il y a aussi l'ouverture des marchés liés à l'Organisation mondiale du Commerce, avec comme conséquence que des économies locales sont complètement défavorisées par rapport à l'invasion de produits étrangers dans leur pays. Je pense par exemple à l'importation dans ces pays de volaille congelée, détruisant les filières avicoles locales. Je pense aussi aux eaux territoriales sénégalaises où viennent pêcher les Européens, les Japonais, laissant les pêcheurs locaux sans ressources.

Elles sont bien là les inégalités Nord-Sud qui poussent les personnes sans ressources à migrer. Il est bon de rappeler que c'est la plus petite partie de ces personnes qui arrivent jusque chez nous. La grande partie reste dans la région d'origine, souvent même dans une autre région de leur propre pays ou alors dans un pays voisin.



photo: Dominique Warocquier

Bien sûr, on peut être d'accord avec les personnes qui disent: ce qu'il faut, c'est changer la situation là-bas. Mais, pour changer cette situation, il faut changer les rapports d'exploitation Nord-Sud et supprimer toutes les politiques néolibérales. Mais en attendant, j'estime que ces personnes ont le droit de chercher un autre endroit pour vivre décemment ou tout simplement survivre.

La Gauche: Assistons-nous à un durcissement de la politique d'asile en Belgique ?

France Arets: Il n'y a pas de durcissement particulier par rapport au traitement des demandes d'asile. On est dans le statu-quo, avec toujours malheureusement entre 75% à 80% de réponses négatives. Par contre, le durcissement se situe au niveau des expulsions, qui concernent aussi bien les demandeurs d'asile que les candidats à la régularisation déboutés

En réponse à une intervention de la N-VA, disant que la Belgique était trop laxiste en matière de politique migratoire, Melchior Wathelet, secrétaire d'Etat à la Politique d'asile et d'immigration, a été clair, déclarant en substance: "Nous avons organisé une régularisation, mais nous allons renforcer et rendre plus efficace la politique d'expulsion". C'est ce que nous sommes en train de constater.

Pour rappel, il y a eu une grande opération de régularisation en 2009; dans ce cadre des dizaines de milliers de dossiers ont été déposés. Pour les personnes qui rentraient dans les critères de régularisation, ce fut un ouf de soulagement, notamment pour des sans-papiers impliqués dans la lutte pour la régularisation.

Malheureusement, il y a aussi beaucoup de réponses négatives qui tombent, pour les personnes qui n'ont pu prouver cinq années de résidence continue en Belgique ou qui n'ont pu apporter la preuve d'un contrat de travail. Tombant sous un contrôle policier, ces personnes se retrouvent en centre fermé, avant une expulsion assez rapide.

Il y a eu un peu moins d'expulsions en 2009 du fait qu'on a laissé aux personnes la possibilité d'introduire leur demande de régularisation. Mais en 2010, on constate que le nombre d'expulsions est de nouveau à la hausse.

La Gauche: Avec la crise, les restrictions budgétaires, l'appauvrissement d'une partie

de la population, constate-t-on, plus qu'auparavant, une animosité, un discours de rejet des demandeurs d'asile?

France Arets: C'est un discours que l'on entend plus qu'auparavant, du moins dans des milieux peu conscientisés. Mais nous continuons à rassembler autour de nous des personnes, des organisations qui nous soutiennent dans un combat pour le respect des droits humains, notamment sur la question des centres fermés.

A Liège, le comité de soutien aux sans-papiers travaille en collaboration avec les organisations syndicales. Celles-ci accordent une importance croissante à la défense des travailleurs sans papiers, clandestins. Ainsi, à son dernier congrès, l'Interrégionale wallonne de la FGTB a pris des positions claires, exigeant, entre autre, l'égalité des droits économiques entre travailleurs sans papiers et travailleurs résidant sur le sol belge. Cette égalité étant, pour la FGTB, une question de justice sociale, cette égalité passant par l'établissement de critères objectifs de régularisation pour tous les travailleurs sans papier et l'instauration d'une Commission permanente de régularisation.

Précisément, dans ce contexte de crise et d'offensive patronale pour imposer la régression sociale, le combat pour cette égalité des droits sociaux et économiques, contre la surexploitation des travailleurs clandestins – ce qui permet à des employeurs d'exercer un chantage et une pression sur les salaires et l'emploi de l'ensemble des travailleurs – passe par le combat pour la régularisation des sans-papiers et le soutien du recours en justice par les organisations syndicales pour dénoncer ces situations de surexploitation. Il arrive que des employeurs soient sanctionnés, mais ce sont essentiellement des sanctions financières. A ce propos, on m'a rapporté qu'un employeur expliquait que les employeurs prévoient dans leur budget annuel une certaine somme pour faire face à d'éventuelles sanctions financières en cas de contrôle.

La Gauche: Peux-tu rappeler les objectifs poursuivis par les comités de soutien aux sans-papiers?

France Arets: Nous continuons à exiger la mise en place d'une commission de régularisation des sans-papiers,

indépendante et permanente. Une commission indépendante dans laquelle ce ne serait plus l'Office des Etrangers qui prendrait les décisions en matière de régularisation, mais des magistrats, des représentants d'ONG, d'organisations syndicales, etc. Il y a d'ailleurs un précédent. En l'an 2000, à l'occasion d'une précédente opération de régularisation, les Chambres de régularisation étaient composées de représentants d'ONG, des organisations syndicales et de magistrats. Et environ 90% des dossiers introduits ont reçu des réponses positives.

Cette commission doit être aussi permanente, car les raisons de migrer sont toujours là et il n'y a pas de raisons de prendre des décisions en matière de régularisation en 2009, d'arrêter tout en 2010 et de recommencer à y penser dix ans plus tard, avec, pendant ce temps-là des personnes qui vont rester dans la clandestinité et surexploitées.

La Gauche: Une nouvelle manifestation se prépare à Liège contre le centre fermé de Vottem. Depuis des années, au niveau régional, deux collectifs mènent un travail exemplaire en solidarité avec les sans-papiers.

France Arets: Nous avons deux collectifs qui regroupent des personnes et une série d'organisations: le comité de soutien aux sans-papiers et le CRACPE (le collectif de résistance aux centres pour étrangers). Le centre fermé de Vottem a été ouvert en mars 1999. Depuis ce moment-là, une mobilisation est exercée pour la suppression des centres fermés, l'arrêt des expulsions et la solidarité concrète avec les personnes détenues au centre fermé de Vottem.

Le CRACPE est, depuis 1999, présent tous les samedis à 16 heures devant le centre fermé. Et chaque année, aux environs de la date anniversaire de l'ouverture de ce centre, nous organisons une grande manifestation jusqu'au centre fermé. Celle-ci rassemble le milieu associatif, les organisations syndicales et autres, des partis de la gauche radicale, Ecolo... , mais aussi surtout des citoyens à titre individuels pour qui les centres fermés sont inacceptables et un déni des droits humains. Cette année, la manifestation aura lieu le dimanche 3 avril. Et, cette année, elle viendra à la fin d'une semaine d'activités à Liège, notamment sur le thème des sans-papiers, la "semaine de la solidarité". ■

La grève du siècle 60-61

Tirer les leçons pour les batailles à venir

✦ par Ataulfo Riera

Samedi 4 décembre, la Formation Léon Lesoil a organisé – en collaboration avec le Centre Ernest Mandel – une journée d'évocation et de témoignages consacrée au 50e anniversaire de la grève du siècle de 1960-1961. Malgré la neige et le gel, près de 150 personnes, toutes générations confondues, ont participé à la journée déclinée en deux séances plénières, trois ateliers ainsi qu'une projection du film *Combattre pour nos droits*, de Frans Buyens.

D'emblée, le sens de cette journée d'hommage a été rappelé par notre camarade Denis Horman en citant Ernest Mandel au lendemain de la grève de 60-61: "Si l'adversaire étudie avec soin les leçons de cette grande grève, nous manquerions à notre devoir en omettant de nous préparer, comme eux, aux grandes batailles à venir. C'est froidement, sans passion, sans visées personnelles, mais aussi sans fausses pudeurs et sans vouloir cacher les faiblesses apparues, que nous devons tirer les leçons de cette expérience si riche en enseignements divers".

Denis Horman et Peter Veltmans, délégué CGSP, ont rappelé le contexte historique, les principales étapes, les événements saillants et la dynamique de la grève du siècle. Cette introduction a ensuite été illustrée de manière vivante, parfois avec humour, souvent avec émotion, par six témoins de cette lutte historique. Quatre camarades de la LCR: Gilbert Leclercq, ouvrier maçon qui avait mis sur pied un comité de grève dans sa localité du Hainaut; André Henry, jeune ouvrier verrier à Glaverbel-Gilly en 1960; Lucien Perpette, technicien et militant SETCa à Cockerill-Liège; Francine Dekoninck, jeune infirmière à l'époque. Lucien Van Espen, militant du Parti communiste et délégué FGTB métal chez VTR à Vilvorde; Miel Daniels, tramwayman à l'époque, emprisonné car accusé d'avoir brisé

les vitres d'un tram à Anvers, devenu plus tard secrétaire CGSP-Gazelco et conseiller communal socialiste.

Les participants se sont ensuite répartis dans trois ateliers pour aborder de manière plus approfondie l'opposition de gauche au sein du PSB et le programme de réformes de structure anticapitalistes; le rôle de la JGS et de la jeunesse en général dans la grève, et les questions stratégiques liées à cette dernière, au travers des orientations développées par notre courant, *La Gauche*, le Parti communiste et le courant renardiste. Là aussi, des camarades ont animé ces ateliers pour faire part de leur expérience; Georges Dobbeleer, président liégeois des JGS en 60-61; Mathieu Desclin, militant JGS à Uccle à l'époque; et Gilbert Leclercq. D'autres témoins, acteurs ou actrices de la grève y ont aussi activement pris part: Thierry Delforge et Louise Gotovitch, à l'époque militants du Parti Communiste, Gustave Dache qui vient de publier un ouvrage polémique sur la grève. Les débats ont bien mis en évidence les divergences d'analyses, dans un climat serein et démocratique.

Unifier le mouvement ouvrier

Après une synthèse des ateliers en séance plénière et un hommage aux camarades disparus, Bruno Dewit et Céline Caudron, membres de la direction de la LCR-SAP ont pris la parole pour le meeting final afin de tirer les principales leçons de 60-61 pour les luttes à venir. Tout en soulignant les différences de contexte, nos camarades ont mis en avant la nécessité d'unifier dans et par la lutte le mouvement ouvrier, FGTB-CSC, au Nord et au Sud du pays, mais aussi en lien avec les mobilisations actuelles ailleurs en Europe. D'autre part, une préparation idéologique – une nouvelle Opération Vérité – et programmatique, en



actualisant le programme de réformes de structure anticapitalistes, est vitale pour que puisse se développer un fort climat de résistance.

Il ne s'agit pas sous-estimer les obstacles: l'absence d'une gauche syndicale de combat, structurée et unifiée face à l'inertie et au poids des appareils syndicaux bureaucratiques; l'absence d'une alternative et d'un débouché politique anticapitaliste - mais il n'y aura pas d'autre issue que la lutte interprofessionnelle et intergénérationnelle pour affronter avec succès l'offensive d'austérité qui nous attend. Il est vital que le mouvement ouvrier se ressource et à s'inspire de ses meilleures traditions: assemblées générales démocratiques, action directe, piquets volants et comités de grève. Même si ces derniers ne sont apparus que partiellement et localement en 60-61 car la bureaucratie syndicale renardiste voulait garder en mains le contrôle de la grève en Wallonie.

La Formation Léon Lesoil vient de rééditer la brochure de bilan publiée en février 1961 par la section belge de la Quatrième Internationale (Force et faiblesse d'un grand combat). Elle est disponible au prix de 3 euros (frais d'envoi compris) à verser au compte IBAN BE09 0010 7284 5157 de la Formation Léon Lesoil, 20 rue Plantin, 1000 Bruxelles. ■

Retour sur la grève générale

✦ par Guy Van Sinoy

1893, 1902, 1913, 1932, 1936, 1950, 1960-61: une suite de dates qui jalonnent l'histoire de la lutte de classes en Belgique. Ces années-là, des centaines de milliers de travailleurs sont partis en grève générale de longue durée: pour le suffrage universel (1893, 1902, 1913), pour augmenter les salaires chez les mineurs (1932), pour les congés payés (1936), contre le retour de Léopold III (1950), contre la Loi unique (1960), contre les mesures de restriction dans les services publics (1983). A aucun moment, la direction syndicale social-démocrate n'a lancé le mouvement qui partait spontanément. Elle a toujours couru derrière la grève partie spontanément pour monter dans le train en marche, en prendre le contrôle et l'arrêter en rase campagne. De son côté la direction du syndicat chrétien a le plus souvent fait pis, en dénonçant la grève et en isolant ses propres militants qui y participaient.

Les 25 dernières années

Depuis lors, nous n'avons connu que des arrêts de travail généralisés de quelques jours avec manifestation nationale massive à Bruxelles: contre le plan d'austérité Val Duchesse (1986, sans la CSC), contre le Plan global (1993), contre le Pacte des Générations (2005). Alors que les deux derniers mouvements de grève étaient encore en phase de croissance, les directions de la FGTB et de la CSC se sont entendues comme larrons en foire pour stopper l'action, laisser les militants en plan et aller demander "à leurs camarades ministres" d'accepter quelques amendements de détail, histoire de ne pas devoir dire qu'on n'avait rien obtenu.

Les plans d'austérité adoptés récemment par les gouvernements grec, irlandais, espagnol, portugais, britannique, français annoncent la couleur. Dès que le prochain gouvernement belge sera sur pied nous devons nous attendre à un plan de restrictions encore plus violent que la Loi unique d'il y a 50 ans. Comment les travailleurs vont-ils réagir? Se laisseront-

ils museler par les directions syndicales routinières et se laisser conduire à l'abattoir? Parviendront-ils à s'auto-organiser et impulser un mouvement capable de faire reculer le gouvernement?

La droite dans le mouvement ouvrier en 1960

Dans la brochure de bilan *Force et faiblesses d'un grand combat*, Ernest Mandel, le principal auteur de la brochure, distinguait les courants suivants dans

s'occuper de politique et le syndicat qui ne devait se préoccuper que de questions à caractère économique. Cette aile droite, majoritaire dans l'appareil, l'emporta par une courte majorité lors du Comité national de la FGTB du 16 décembre 1960 qui repoussa la proposition d'André Renard d'une grève de 24 heures dans le courant du mois de janvier 1961. Il est d'ailleurs significatif que la direction nationale de la FGTB ne décréta jamais la grève générale en 60-61.



40.000 grévistes pour entendre André Renard à La Louvière

le mouvement ouvrier de l'époque. En premier lieu, la direction du mouvement ouvrier chrétien qui a ouvertement collaboré avec le gouvernement Eyskens pour casser la grève.

En second lieu, la droite réformiste de la FGTB, incarnée par son président Louis Major, qui était en même temps parlementaire socialiste, et qui était effrayée par le caractère politique et radical de la grève. Pour cette droite syndicale réformiste, il fallait maintenir une nette division du travail entre le parti qui devait

la direction du PSB, quant à elle, espérait naïvement organiser une grève de quelques jours pour faire tomber le gouvernement Eyskens et faire ensuite de "bonnes" élections. C'est pourquoi elle lança une campagne d'agitation sous la forme de meetings de masse contre la Loi unique (Opération Vérité) puis, une fois que la grève se répandit comme une traînée de poudre, elle se comporta comme le prestidigitateur qui vient de faire sortir un lapin de son chapeau et se demande comment l'y faire rentrer. →

Les différents courants de gauche

L'aile gauche de l'appareil de la FGTB, groupée autour de Renard, était fort influente dans la plupart des directions régionales wallonnes du syndicat (sauf à Charleroi où les bureaucrates locaux Arthur Gailly et Ernest Davister faisaient partie de l'aile droite). Le 20 décembre 1960, alors que le secteur des Communaux de la CGSP partait en grève générale et que la grève s'étendait spontanément dans de grosses entreprises (à Cockerill à Liège, aux ACEC à Charleroi où le délégué communiste Robert Dussart prenait la tête du mouvement en dépit des manœuvres de Davister et de Gailly), André Renard tenta d'abord d'empêcher le déclenchement spontané d'une grève dont le contrôle risquait de lui échapper. Au bout de 24 heures, après avoir constaté que la grève s'étendait inexorablement, Renard changea son fusil d'épaule, lança le mot d'ordre de grève générale et mit sur pied le Comité de coordination des régionales wallonnes de la FGTB afin de contrôler le mouvement de grève impétueux. D'une manière générale André Renard, qui incarnait aux yeux des masses ouvrières en lutte le dirigeant incontesté de la grève du siècle, considérait que les conquêtes ouvrières s'arrachaient à travers l'action directe et non par l'action parlementaire. Ce n'est donc pas un hasard si, à la fin de la grève, il ne lança pas un parti politique susceptible de contester sur sa gauche l'hégémonie du Parti socialiste sur la classe ouvrière, mais un mouvement de pression (le Mouvement Populaire Wallon) qui compta rapidement des dizaines de milliers d'affiliés.

A l'époque de la grève du siècle, le Parti communiste comportait encore en son sein une aile gauche qui allait d'ailleurs scissionner quelques années plus tard avec le soutien du Parti communiste chinois. Bon nombre de travailleurs communistes se sont portés à la tête du combat, à l'instar de Robert Dussart qui a été la figure de proue à Charleroi en 60-61. Mais on mesure le fossé qui séparait la direction du PCB de ses propres militants de base les plus engagés quand on compare leurs déclarations. Alors que Robert Dussart prônait la marche sur Bruxelles ("Comme en 1950!"), alors que la direction du parti s'efforçait de coller le plus possible aux directions réformistes et se contentait de recommander prudemment "d'envoyer des délégations de grévistes à Bruxelles pour

faire pression sur le parlement".

La gauche socialiste, dont l'hebdomadaire *La Gauche* était le porte-voix, en son sein regroupait à la fois des réformistes de gauche (Ernest Glinne, Jacques Yerna), l'organisation de jeunes du PSB (les JGS) ainsi quelques dizaines de militants trotskystes qui y pratiquaient un travail politique "entriste" totalement clandestin depuis le début des années 50. Même si *La Gauche* se vendit à des dizaines de milliers d'exemplaires au cours de la grève, cette gauche réformatrice ne constituait pas véritablement un courant organisé. Au bout d'une semaine de grève, alors les grévistes avaient établi des barrages filtrants à plusieurs endroits en Wallonie, là où la gendarmerie s'était prudemment retirée, *La Gauche* lança le mot d'ordre de *Marche sur Bruxelles!* afin de déplacer l'épreuve de forces vers la capitale, centre du pouvoir. Cet appel à la *Marche sur Bruxelles!* fut virulemment combattu par Renard qui, en pleine grève expulsa *La Gauche* des presses de *La Wallonie* (quotidien de la FGTB liégeoise) et lança, pour faire diversion, le mot d'ordre de repli wallon et la menace d'abandon de l'outil. Cette dernière menace, qui ne fut jamais mise à exécution, était une arme à double tranchant: abandonner l'entretien des fours en sidérurgie ou en verrerie aurait signifié des mois de chômage pour des dizaines de milliers de travailleurs.

Notre courant trotskyste, pour sa part, entra clandestinement dans les rangs du PSB afin d'échapper à l'isolement à l'époque de la guerre froide, était très petit. Nos camarades s'efforçaient d'y constituer une opposition de gauche (au sein des JGS, en lançant l'hebdomadaire *La Gauche*) mais avaient à l'époque relativement peu de poids dans la FGTB. Le fait qu'ils n'avaient pas de leur propre journal constitua un handicap important en 60-61.

Et maintenant?

Les courants du mouvement ouvrier ont bien évidemment changé depuis 50 ans. La CSC, dont les effectifs dépassent aujourd'hui largement ceux de la FGTB, participe plus souvent aux luttes même si la collaboration de classes de sa direction s'y manifeste, en général, plus ouvertement qu'au sein de la direction FGTB. La centrale des métallurgistes FGTB en Wallonie, fer de lance de la lutte en 60-61, s'est réduit comme peau de chagrin avec la désindustrialisation de la Wallonie. La Centrale générale FGTB est manifestement

plus à gauche qu'il y a 50 ans et les centrales syndicales des employés (SETCa, CNE, LBC) ont plus de poids. Le nombre de syndiqués est plus important qu'en 1960 mais l'intégration des syndicats au capitalisme est plus avancée qu'à l'époque. Dès que le prochain plan d'austérité sera sur la table, les directions syndicales envisageront sans doute d'organiser une protestation symbolique: une manifestation nationale à Bruxelles, de la gare du Nord à celle du Midi, en crédits d'heures et avec un lunch packet. Cela ne suffira pas pour faire reculer la bourgeoisie et ses représentants politiques.

Si les travailleurs ne prennent pas directement en mains leur propre lutte, il est fort probable que les directions syndicales traditionnelles conduiront une fois de plus la contestation sociale dans le fossé. Voilà pourquoi l'expérience des assemblées générales de travailleurs votant la grève reconductible, l'élection de comités de grève se coordonnant peut constituer un début d'alternative à la carence des appareils syndicaux.

Mais par quoi remplacer le prochain plan d'austérité? La question se posera tout de suite, car il ne suffit pas de dire "Non". Il faut une alternative. Un plan d'urgence pour répondre aux intérêts du monde du travail et des couches de la population les plus paupérisées doit encore être élaboré. On pense immédiatement à des points forts tels que la levée du secret bancaire, la nationalisation des banques et des assurances, la renationalisation de services publics libéralisés, etc. Il ne nous appartient pas d'élaborer en chambre un tel programme d'urgence. C'est aux travailleurs d'élaborer démocratiquement un tel plan d'urgence capable de fournir un programme à un futur gouvernement des travailleurs menant une politique anticapitaliste. ■

Pour en savoir plus

Voici quelques bonnes lectures à mettre entre toutes les mains.

Syndicalisme de combat et parti révolutionnaire, André Henry, Ed. Léon Lesoil, 1977.

L'expérience belge de grève générale, Franz Mehring, 1902.

L'expérience belge, les leçons d'une défaite, Rosa Luxembourg, 1902.

La grève générale d'avril 1913, Rosa Luxembourg, 1913.

Vers l'an 1 de la Révolution tunisienne?



Mohamed Bouazizi

◆ Ligue Communiste Révolutionnaire

L'année 2011 ne pouvait mieux commencer que par la chute d'un dictateur odieux sous les coups énergiques d'un soulèvement populaire massif, démocratique et déterminé. Malgré la répression sanglante dont il a été victime et qui a fait des dizaines de morts et des centaines de blessés, malgré les pseudo concessions et réformettes que le régime aux abois a été forcé de concéder au dernier moment, le peuple tunisien n'a pas reculé d'un pouce.

Face à cela, le cynisme des gouvernements occidentaux n'a décidément pas de bornes. Depuis 60 ans, ils ont tout fait pour assurer le maintien en place du régime dictatorial de Bourguiba (1957-1987) puis de son successeur Ben Ali (1987-2011), que ce soit au pire, en lui apportant un soutien direct, ou au mieux – ce qui revient en fait au même – en détournant les yeux de ses crimes.

Le gouvernement belge n'est pas en reste: alors que Ben Ali préparait ses valises, le ministre des affaires étrangères, Steven Vanackere, prônait "un apaisement par le dialogue entre les autorités et les aspirations exprimées par les manifestants". Quant au PS belge, s'il a demandé tardivement la fin de la répression, il a par contre soigneusement évité d'exiger la fin de la dictature puisque le parti de Ben Ali est membre de son Internationale "socialiste"!

La fuite honteuse du dictateur et de ses proches représente un événement et un tournant majeurs, non seulement pour les peuples du Maghreb, mais à l'échelle internationale et mondiale. Le peuple tunisien a donné un exemple universel de combativité à travers une lutte déterminée et radicale qui démontre qu'il s'agit de la seule voie permettant d'atteindre un réel résultat. Cet exemple a et aura un impact important parmi les peuples du Maghreb et dans le monde arabe en général.

Loin des campagnes racistes et islamophobes sur le soi-disant "choc des civilisations", qui tentent de faire accroire que la mobilisation des peuples arabo-

musulmans pave le chemin de l'intégrisme religieux obscurantiste et qui, sous ce prétexte, soutiennent des dictatures de tout poil (fondamentalistes ou pseudo-laiques), la victoire du peuple tunisien montre le formidable potentiel d'émancipation et de démocratie que recèle toute lutte de masse contre l'injustice. Le rôle actif des femmes dans cette victoire, celui des jeunes femmes en particulier, est un signe qui ne trompe pas.

Toutes proportions gardées, cet exemple de lutte est également valable et fera réfléchir les travailleurs-euses d'Europe qui subissent une offensive capitaliste sans précédent, la montée du chômage, de la misère et de la précarité ainsi que des dénis démocratiques. Seule la lutte de tous-tes les exploité-e-s uni-e-s dans la diversité peut être payante. Elle ne garantit pas à 100% la victoire, mais la passivité, ainsi que les poisons de la division raciste et sexiste, eux, garantissent à 100% la défaite.

Le peuple tunisien, et la jeunesse en particulier qui a été en première ligne et payé le prix fort, a démontré une capacité de mobilisation, une détermination et un courage hors pair. La chute de Ben Ali est sa victoire, elle n'appartient à personne d'autre. Mais les politiciens bourgeois, que ce soit ceux de l'opposition ou ceux issus du régime, risquent de lui confisquer cette victoire et font tout ce qui est possible pour faire rentrer dans son lit le fleuve de l'insurrection populaire, pour que tout rentre dans "l'ordre" au nom de "l'unité

nationale". L'essentiel est de sauver l'essentiel: le pouvoir de leur classe.

Or le peuple tunisien ne s'est pas seulement soulevé contre un dictateur honni, pour ses droits et libertés démocratiques élémentaires. Il s'est aussi, et en tout premier lieu, soulevé pour le pain, pour le travail, contre la vie chère, contre la corruption et pour une autre répartition des richesses. Pour ce faire, ces dernières doivent être mises sous contrôle public et démocratique, les élites, profondément corrompues, doivent être écartées du pouvoir; les politiques néolibérales abrogées; l'appareil d'Etat épuré et tous les responsables des crimes de la dictature jugés et condamnés. Les biens du dictateur à l'étranger doivent être gelés et rétrocédés au peuple tunisien.

La révolution du peuple tunisien entre dans une nouvelle étape. La spontanéité qui a fait la force du soulèvement populaire représente aussi sa faiblesse. Elle ne pourra déjouer les manoeuvres de la bourgeoisie tunisienne et de l'impérialisme qu'en maintenant sa mobilisation intacte et sa lutte jusqu'au bout, jusqu'à ce que toutes ses revendications politiques et sociales soient satisfaites; à travers son auto-organisation démocratique et la construction d'une force politique révolutionnaire indépendante. Notre solidarité active avec le peuple tunisien pour ses objectifs fondamentaux est donc plus que jamais impérative! ■

15 janvier 2011



Une Europe en crise, une extrême droite en regain

✦ par Miguel Urbán Crespo

À quelques rares exceptions près, la crise capitaliste a éclaté dans un contexte de recul généralisé de la gauche sur tout le continent, tandis que, parallèlement, depuis déjà plus de deux décennies, des formations néo-populistes de caractère totalitaire et xénophobe émergent. À la faveur de la crise actuelle et en l'absence d'une alternative de gauche crédible, cette droite extrême gagne non seulement en force, en visibilité et en poids électoral dans de nouveaux pays, où elle entre pour la première fois dans des parlements, mais en outre, elle se renforce et se consolide également là où elle avait déjà acquis des positions importantes.

Lors des dernières élections européennes, c'est elle qui a connu la plus forte progression électorale, obtenant 37 eurodéputés. Dans toutes les élections qui ont suivi, cette progression a été confirmée: aux élections législatives hongroises d'avril 2010, le parti Jobbik a obtenu 17% des votes. Aux élections régionales françaises du mois de mars, avec 11,6%, le FN a connu une spectaculaire remontée électorale après son échec aux législatives de 2007 (4,29%). En Autriche, le FPÖ a obtenu 16% aux élections présidentielles et 27% à Vienne. En Italie, la Liga Norte est le parti le plus voté du nord du pays, avec 2,7 millions de suffrages. Aux Pays-Bas, le Parti de la liberté a consolidé ses bons résultats électoraux au scrutin européen, en obtenant aux législatives de juin dernier 17% des votes, passant de 9 à 24 députés et devenant désormais la troisième force politique dans le parlement.

À cette liste, on peut également ajouter le succès du British National Party anglais, qui a obtenu deux eurodéputés ou encore le LAOS grec, avec 6% des votes et 15 élus aux législatives de décembre 2009. En Scandinavie, le Parti du peuple danois (DF) est, depuis 2001, l'indispensable soutien parlementaire du gouvernement libéral-conservateur, en Norvège, le Parti du progrès (FrP) est le deuxième parti du pays et en Suède, l'extrême droite les "Démocrates suédois" ont obtenu 20 sièges,

avec 5,7% des votes, aux législatives du 21 septembre 2010.

Ces résultats indiquent clairement une tendance au renforcement et à la consolidation d'une extrême droite qui, dans la majeure partie de l'Europe, réussit à capitaliser un vote protestataire contre l'insécurité sociale et économique. D'autant plus que cette montée n'est pas contre-balancée — et s'explique ainsi

a été désigné en France sous le nom de "lepénisation des esprits".

Toutes ces organisations d'extrême droite, malgré les différences entre elles qui sont le produit de contextes politiques, sociaux et économiques divers, ont des caractéristiques communes qui permettent de parler d'une véritable rupture avec les paradigmes du fascisme classique de la période de l'entre-deux guerres.



en partie — ou disputée par une montée équivalente des forces anticapitalistes. En outre, le succès de l'extrême droite ne se limite pas au seul terrain électoral; elle obtient également des succès importants dans le domaine idéologique, en imposant à l'agenda politique ses thématiques et ses orientations puisque les grandes formations politiques conservatrices et social-libérales européennes s'imprègnent, par contamination et par intérêt électoraliste, de plus en plus de ses discours. Ce processus

Immigration et xénophobie

L'un des principaux traits définissant cette nouvelle extrême droite est l'exaltation de la xénophobie, la peur et la haine de l'étranger pauvre et "différent". Le national-populisme, élément idéologique clé des nouvelles formations d'extrême droite, est une lecture schématique et manichéenne de la réalité, aisément compréhensible et dans laquelle prédomine la figure d'un ou plusieurs boucs émissaires et agents "anti-populaires" et anti-nationaux qui

seraient à la racine des maux dont souffre la "communauté nationale". Tandis que le fascisme classique élaborait un discours reposant en grande mesure sur l'exploitation des boucs émissaires et des "conspirations" judéo-maçonniques et communistes, les nouvelles organisations d'extrême droite font de l'immigration en général le bouc émissaire des maux de notre société. Le traditionnel "ennemi extérieur" – le communisme – a été remplacé par un nouvel ennemi, cette fois-ci intérieur; l'immigration.

Le cocktail entre nationalisme, populisme et xénophobie s'est transformé en une recette politique à succès en vertu d'une série de conditions favorables. L'augmentation généralisée du chômage et l'immigration en Europe des années 1970 à 1990 ont créé un climat propice aux discours xénophobes. La concurrence, au lieu de la coopération, entre les travailleurs "de souche" et ceux d'origine immigrée pour des ressources de plus en plus réduites (travail, logement, prestations sociales, etc.) dans un climat de récession économique et de démantèlement de "l'État-providence", tout cela a favorisé l'extrême droite, lui permettant d'avancer des réponses simplistes à des problèmes complexes.

Les "immigrés", du moment qu'ils soient pauvres, sont présentés par l'extrême droite comme le nouvel ennemi de l'Europe du XXI^e siècle. Tout en niant le droit universel des personnes à chercher un avenir plus digne, les immigrés sont représentés comme des "parasites" qui viennent voler nos richesses et accaparer les maigres prestations sociales d'un État-providence en déliquescence. L'extrême-droite exploite de manière populiste la peur de l'étranger, de la différence, exalte une supposée primauté nationale pour les "autochtones" et dénonce les autres partis comme étant favorables à ces immigrés. En 1992, le slogan du FN français aux élections présidentielles l'énonçait clairement: "Ils préfèrent les étrangers. Nous préférons les Français. Votez Français".

Le succès de l'extrême droite ne peut pas seulement se mesurer sur base de ses résultats électoraux ou de son accession au pouvoir comme dans les cas italien, autrichien, roumain, polonais ou suisse. Il faut surtout prendre en compte le fait qu'ils sont parvenus à imposer sur l'agenda politique européen les questions de l'immigration et de l'insécurité comme étant des "problèmes fondamentaux".

L'exploitation habile de la thématique de l'immigration a permis à l'extrême droite d'atteindre un vaste consensus entre des secteurs sociaux hétérogènes, en s'adressant à la population en termes de "valeurs" et "d'identité", et non plus en termes d'intérêts économiques ou de classe. Cette stratégie leur a permis de dépasser les frontières sociales qui, il y a à peine deux décennies, semblaient insurmontables et, depuis plusieurs années, leur succès influence les partis conservateurs classiques, en plein processus d'adaptation aux discours xénophobes. Pour leur part, les partis sociaux démocrates convertis au social-libéralisme ont également abdicé et cédé aux sirènes xénophobes, en appliquant des politiques régressives par rapport aux droits fondamentaux, pavant ainsi la voie à la consolidation et à l'extension des options politiques d'extrême droite.

L'islamophobie

Il existe dans le discours xénophobe contre l'immigration certaines différences. On assiste ainsi à une montée importante de l'islamophobie; tous les immigrés ne sont pas haïs de la même manière par l'extrême droite. À la fin de la Guerre froide, les puissances occidentales, États-Unis en tête, avaient besoin d'un nouvel ennemi mondial pour remplacer le communisme et ce fut l'Islam. On a ainsi élaboré tout un discours qui nous présente le monde musulman comme un tout homogène et atavique, incapable de progresser vers la modernité, à l'opposé d'un Occident – ou d'une partie de l'Occident – présenté comme seul digne représentant de la "civilisation". Des théories telles que le "Choc des civilisations" de Samuel P. Huntington, définit ainsi la culture musulmane: "Partout, les relations entre les musulmans et les personnes d'autres civilisations ont été en général antagonistes; (...) Où que nous portions notre regard tout au long des frontières de l'Islam, les musulmans ont des problèmes à vivre de manière pacifique avec leurs voisins (...). Les frontières de l'Islam sont sanglantes, tout comme le sont ses zones et territoires internes".

La construction de l'Islam comme nouvel ennemi mondial, tout particulièrement à partir des attentats du 11 septembre 2001, a généré un climat favorable pour les organisations d'extrême droite, qui ont commencé à alimenter et à exacerber le discours islamophobe dominant. Ainsi, la nouvelle extrême droite ne justifie plus son

aversion envers les musulmans en termes racistes ou "biologiques", au nom de la "supériorité d'une race sur une autre", mais bien en termes culturels et identitaires. La "préférence nationale" ne s'applique plus seulement sur le terrain du travail ou des droits sociaux, elle est élargie au domaine culturel. Cela permet à l'extrême droite de présenter la religion musulmane comme étant radicalement incompatible avec les "valeurs et l'identité européennes" car elle subvertirait ses traditions, sa culture et ses racines. En outre, cela lui permet de brouiller les pistes en instrumentalisant des arguments "progressistes" dans les débats sur le foulard ou le niqab, tout en assimilant purement et simplement l'Islam avec le terrorisme, comme le fait Geert Wilders, leader du parti islamophobe hollandais dans son documentaire "Fitna" (le Calvaire).

De plus, la majorité de ces partis lie étroitement la communauté musulmane avec la croissance de la criminalité et de l'insécurité urbaines. C'est notamment le cas du Vlaams Belang, dont le rejet de l'immigration se concentre essentiellement à l'encontre des musulmans qui sont collectivement rendus coupables du trafic de drogues et de l'insécurité urbaine.

La sécurité

L'insécurité urbaine est l'un des points centraux du discours xénophobe contre l'immigration et l'intégration, tous les partis d'extrême droite assèment de manière répétée la même triade "délinquance-insécurité-immigration". Ces partis cherchent à démontrer qu'il existe un lien de cause à effet entre l'augmentation de l'immigration et celle de la criminalité, se profilant ainsi comme des partisans de l'ordre et de la sécurité, favorables à une politique de "tolérance zéro" à la fois contre l'immigration et la délinquance.

Il s'agit là d'une vieille thématique, héritée des fascismes de l'Entre-deux-guerres qui utilisaient la crainte des conflits ouvriers et la montée du communisme pour mobiliser les secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie en leur faveur, en se présentant comme un antidote au "chaos et à la révolution", comme les partis de la "loi et de l'ordre". L'ennemi communiste et la peur de la révolution ont tout simplement été remplacés dans les discours et dans l'imaginaire de la nouvelle extrême droite par l'immigration et la délinquance. Une ennemi qui permet de mobiliser tout un électorat frappé par

la crise sociale et économique et inquiet face aux changements accélérés par la globalisation capitaliste.

Ce discours sécuritaire est également assumé et partagé par les partis de droite, conservateurs et sociaux-libéraux dans leur concurrence électorale. De fait, l'une des raisons du succès obtenu par Le Pen aux élections présidentielles de 2002 ne fut pas seulement le fait d'avoir récolté 16,8% des votes au premier tour – ce qui lui a permis, pour la première fois de l'histoire en France, de passer au second tour – son véritable succès fut de parvenir à imposer dans la campagne électorale et à tous les autres partis traditionnels les thèses du FN sur l'immigration et l'insécurité.

Presque tous les vieux antagonismes et conflits territoriaux en Europe occidentale, qui impliquaient alors des pays tels que l'Allemagne et la France, ont cessé d'exister depuis de nombreuses années. Dans ce contexte, l'extrême droite a du rénover son discours nationaliste, d'autant plus que son autre bête noire, la "menace communiste", n'était plus crédible.

Ainsi, le nationalisme de la nouvelle extrême droite se structure désormais essentiellement autour de l'exaltation et de la préservation d'une "identité nationale" supposée menacée par l'accélération du processus de la mondialisation de l'économie, des cultures et des communications. On postule la défense d'une identité nationale

face aux processus "d'uniformisation globale" dans le but de capitaliser les craintes face à ce dernier, comme le déclin de l'État providence, les délocalisations d'entreprises, la crise de l'ancien modèle du marché du travail, et la peur face au défi de l'immigration.

Le nouveau discours nationaliste de l'extrême droite européenne se présente ainsi comme un phénomène à vocation

intérieure, qui prétend sauvegarder l'identité nationale contre l'immigration, la mondialisation, et le colonialisme culturel. Avec ce programme, il tente de mobiliser les peurs parmi des secteurs importants de la société européenne face à l'insécurité que représente l'accélération du néolibéralisme.

Ils avancent ainsi des réponses simplistes et identitaires face à des problèmes complexes auxquels les partis traditionnels ne peuvent ou ne veulent pas apporter des solutions. Dans ce sens, les partis d'extrême droite tentent de "dépasser" la dichotomie traditionnelle "gauche-droite", en mobilisant leur électorat sur base de critères d'identité et non de classe. Filip Dewinter, leader du Vlaams Belang, a affirmé que son parti devait son succès au fait d'avoir été capable de "remplacer la vieille division entre le capital et le travail, par un nouvel axe qui oppose le peuple et son identité au multiculturalisme".

La "particratie" et le vote protestataire. Clés d'un nouveau populisme

La capacité de capter électoralement ce qu'on appelle le "vote protestataire" a joué un rôle déterminant dans la croissance et la consolidation d'une bonne partie des nouvelles formations d'extrême droite. Cette capacité est notamment due au fait que l'extrême droite a su habilement exploiter une série de circonstances nouvelles. La première d'entre elles provient d'un processus qui s'est étendu à toute l'Europe au cours des dernières décennies et dans lequel tant les partis traditionnels que les structures gouvernementales ont renforcé le rôle et la place joués par des individus à l'opposé des anciens modes de direction plus collégiales, surtout dans les vieux systèmes parlementaires où le charisme du chef du gouvernement n'était pas un élément indispensable.

On a pu observer ce processus en France, où le leadership présidentiel s'est renforcé avec la Ve République, mais aussi en Allemagne et en Italie. Ce processus du renforcement de la figure des leaders au détriment de l'idéologie, lié à une "américanisation" de la politique européenne, a créé un contexte favorable pour la figure traditionnelle du leader absolu dans les formations d'extrême droite. La totalité de ces partis en Europe a fait reposer son succès dans la popularisation d'un leadership fort et charismatique autour de sa figure de proue. Les cas les plus emblématiques sont ceux du FN avec Le Pen et de la Liste de Pim Fortuyn, qui s'est électoralement construite exclusivement autour de sa personne. Cette "désidéologisation" de la politique électorale européenne a favorisé l'émergence d'un national-populisme renoué autour d'un leadership fort.

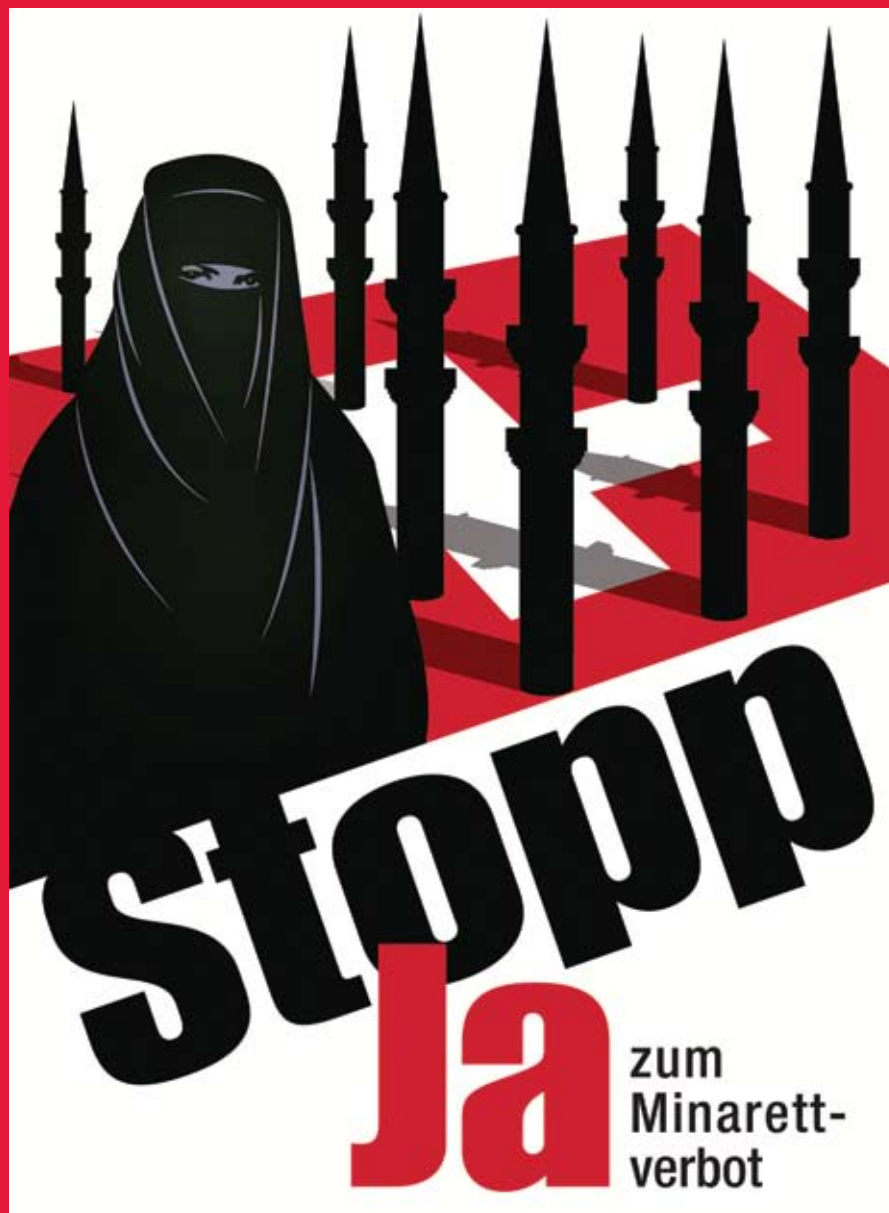
Le discours populiste d'extrême droite martèle l'idée d'une "trahison du peuple" par les élites politiques, culturelles et économiques, qui se préoccupent exclusivement de leurs intérêts de castes. De là, la nécessité d'une mobilisation du peuple afin que la communauté nationale récupère son identité au nom de ses intérêts propres. La clé idéologique du populisme réside dans l'utilisation politique du terme "peuple" comme d'une communauté politique nationale. L'unité de ce peuple doit se réaliser au travers d'un mouvement qui dépasse les partis et les classes. De cette conception découle le fait que la majorité des formations politiques



Ces discours, fondamentalement destinés à capter un vote protestataire ou de mécontents, sert de bouillon de culture aux explosions de haine, de violences xénophobes et de "chasse à l'étranger" qui se succèdent depuis quelques années en Europe. Au mois de mai dernier, les rumeurs sur l'enlèvement d'un bébé par une gitane à Naples ont provoqué une orgie de violences racistes contre des campements roms. Des hommes armés de barres de fer ont incendiés des caravanes et expulsé les Gitans de leurs caravanes au cours de dizaines de raids, orchestrés par la mafia locale, la Camorra.

Préférence nationale : un nationalisme intérieur

Le nationalisme de la nouvelle extrême droite n'a pas une vocation extérieure, il n'est pas guidé par la soif de construire un empire colonial ou d'annexer des territoires à des États voisins, comme ce fut le cas pour les fascismes de l'Entre-deux-guerres.



à une délégitimisation de la politique et du politique et à une dévalorisation des idéologies. Le contexte du déclin de la gauche traditionnelle, du communisme officiel, de la social-démocratie devenue social-libérale et de la faiblesse de la gauche anticapitaliste, a fait que le vote protestataire qui s'exprime aujourd'hui contre les déficits démocratiques est essentiellement accaparé par l'extrême droite.

En guise de conclusion

L'extrême droite d'aujourd'hui est le fruit d'un long processus de maturation, mené depuis au moins deux décennies et demi. Il s'agit d'une droite radicale distincte des fascismes de l'Entre-deux-guerres, mais qui conserve une bonne partie de leur cosmogonie et de leur composition identitaire. C'est une extrême droite qui a su exploiter les contradictions du système lui-même et du néolibéralisme de ces dernières décennies, en mettant en avant un discours homogène, simpliste mais suffisamment cohérent que pour opposer un paradigme social et politique propre sur lequel elle a consolidé une base sociale diversifiée. Dans un contexte de crise économique systémique, d'austérité, d'attaques contre les droits sociaux et les droits des travailleurs, de malaises divers, d'insécurité face à l'avenir, il se crée un terrain encore plus favorable pour une connexion entre ces problèmes complexes avec les réponses simplistes et les boucs émissaires mis en avant par des partis populistes d'extrême droite, qui remettent en question le système tout en restant dans son cadre.

d'extrême droite n'a pas adopté le terme de "parti" mais bien ceux de front, bloc, mouvement, alliance, etc. En outre, cette conception de l'organisation politique renforce l'idée de rupture avec la lutte des classes comme moteur du conflit et des contradictions politiques, en faveur d'un rassemblement interclassiste conçu dans l'esprit de l'extrême droite comme la forme d'expression la plus adéquate pour exprimer les intérêts de la "communauté nationale".

Le peuple était le mot le plus répété par le fascisme de l'entre-deux guerres, le nazisme l'invoquait constamment et son idéologie était indissociable de la "Volksgemeinschaft", la "communauté nationale populaire". La nouvelle extrême droite se réfère également constamment au peuple, mais le terme a aujourd'hui une double signification : le peuple est

toujours la "communauté nationale" mais - et il s'agit d'une différence fondamentale par rapport au fascisme classique - il est également le dépositaire d'une souveraineté nationale étouffée par une oligarchie politique et des institutions supra-étatiques.

Tandis que le fascisme classique méprisait toute forme de démocratie, l'extrême droite actuelle en fait aujourd'hui un cheval de bataille. Elle invoque, comme un élément fondamental dans sa propagande électorale, la nécessité de récupérer la démocratie bafouée par une oligarchie corrompue désignée sous le terme de "particratie". Le succès électoral de l'extrême droite sous la bannière d'une "authentique démocratie" ne peut se comprendre qu'en soulignant le déficit démocratique des sociétés dans lequel il surgit et au sein desquelles on a assisté

Il faut être particulièrement attentifs aux processus qui sont en train de se dérouler en Europe, non seulement par rapport aux expériences anticapitalistes qui, timidement, commencent à émerger, mais aussi en tournant notre regard vers cette nouvelle extrême droite afin de mieux la combattre. Analyser les discours et les éléments clés des succès de l'extrême droite européenne est une tâche urgente et indispensable afin d'affronter les défis et les périls qui risquent de surgir de la crise actuelle. ■

Article publié dans la revue "Viento Sur", n°111, juillet 2010. Miguel Urban Crespo est militant de la Gauche anticapitaliste (Izquierda Anticapitalista) dans l'Etat espagnol. Traduction française pour La Gauche: Ataulfo Riera

50 ans après l'assassinat de Patrice Lumumba: vérité, justice et réparation pour le peuple congolais!



50 ans après

son assassinat, le 17 janvier 1961, Patrice Lumumba reste le symbole de la lutte panafricaine pour l'indépendance du Congo et l'émancipation des peuples. Son combat reste une source d'inspiration à travers le monde. Premier Ministre du Congo nouvellement indépendant, élu démocratiquement par le peuple congolais à la grande surprise du gouvernement belge qui avait organisé les élections, il est assassiné six mois plus tard, ainsi que plusieurs de ses compagnons, dont notamment Joseph Okito, Président du Sénat et Maurice Mpolo, Ministre des Sports, parce qu'ils ont tenté de libérer leur pays du joug colonial et néocolonial.

De nombreuses preuves pointent la responsabilité entre autres des

gouvernements belge et américain dans l'isolement puis dans le renversement anticonstitutionnel du gouvernement Lumumba, dans l'organisation de ces meurtres, et dans la mise en place du gouvernement de Mobutu, dictateur corrompu qui a servi les intérêts des gouvernements occidentaux et de leurs multinationales.

Nous estimons que pour la démocratie congolaise et pour la démocratie belge, il est essentiel que cessent la désinformation et l'impunité qui couvrent ces crimes contre l'humanité, et que les victimes et leurs familles, mais aussi les peuples belges et congolais, aient enfin droit à la vérité, la justice, et la réparation.

Vérité!

Nous demandons que les archives coloniales soient ouvertes dans leur intégralité. Nous exigeons que ne persiste aucun tabou sur la responsabilité de l'Etat belge et des divers acteurs qui ont pris part d'une manière ou d'une autre à la mise à mort du Premier Ministre Patrice Lumumba et de ses compagnons.

Ces crimes contre l'humanité étant imprescriptibles, il faut que justice soit faite. Nous soutenons notamment la

plainte déposée par la famille de Patrice Lumumba visant douze Belges suspectés d'avoir participé à l'enlèvement, la torture et l'assassinat de Patrice Lumumba, et de ses compagnons.

Justice!

Les mécanismes qui entravent la souveraineté économique et financière de la RDC, réclamée par Lumumba, doivent être démantelés ; la résolution du sénat belge du 29 mars 2007 sur la dette doit être mise en œuvre, et le pillage des ressources naturelles par les multinationales belges et étrangères doit cesser.

L'Etat belge et les divers acteurs de ces multiples meurtres doivent reconnaître leur responsabilité et les assumer, soit spontanément, soit par l'action de la justice.

Réparation!

Nous exigeons des autorités qu'elles mènent une politique active de réhabilitation de la mémoire de Lumumba et de ses compagnons qui ont lutté pour l'émancipation africaine, en corrigeant les manuels scolaires, en lançant une exposition sur ce sujet en 2011, en ouvrant un département spécial sur l'indépendance du Congo au Musée Royal de l'Afrique centrale de Tervuren, et en leur consacrant un lieu ou une institution facilement accessible à Bruxelles.

Conformément aux recommandations de la commission parlementaire belge de 2001 et aux promesses des autorités belges, nous demandons également la mise en place immédiate de la fondation Patrice Lumumba et sa dotation adéquate, incluant les arriérés. ■